

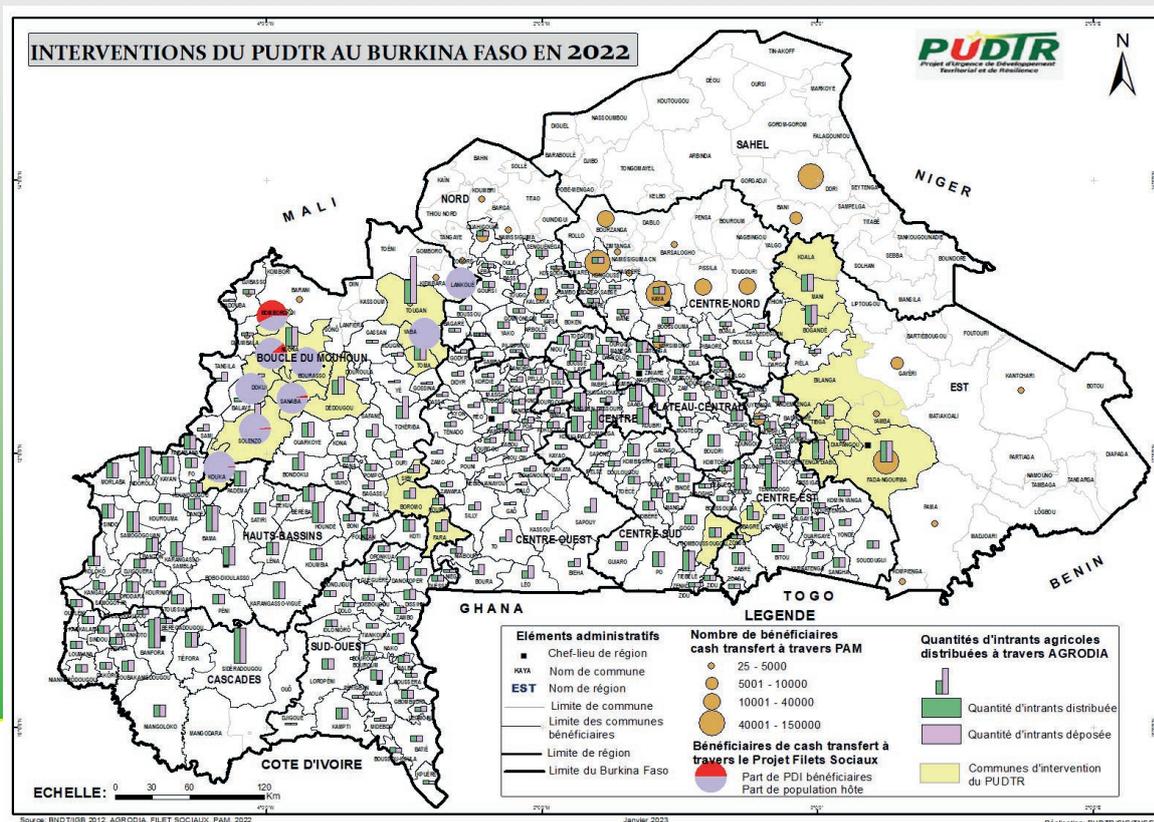


PUDTR

Projet d'Urgence de Développement
Territorial et de Résilience

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2022

PERIODE :
1^{er} JANVIER AU
31 DECEMBRE 2022



ADOPTÉ PAR LE COMITÉ DE REVUE EN SA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE
DU 28 DÉCEMBRE 2022

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

	INTRODUCTION	4
I-	RAPPEL SUR LE PROJET ET LES OBJECTIFS ET DES RÉSULTATS ATTENDUS POUR L'ANNEE 2022	6
I-1	Présentation du projet	6
I-2	Objectifs et résultats attendus pour l'année 2022	9
II-	BILAN PHYSIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES PROGRAMMEES	9
II-1	Bilan physique de la composante 1 « Amélioration de l'accès aux services sociaux de base »	10
II-2	Bilan physique de la composante 2 « Amélioration de la connectivité physique et virtuelle et la résilience urbaine »	33
II-3	Bilan physique de la composante 3 « Relance économique communautaire et autonomisation »	41
II-4	Bilan physique de la composante 4 « Engagement citoyen et Gestion du projet »	50
II-5	Mise en œuvre de l'audit interne au sein du PUDTR	60
II-6	Mise en œuvre du plan de gestion de la sécurité et analyse de l'impact sécuritaire sur l'exécution du PTBA 2022	62
III-	BILAN FINANCIER DU PROJET SUR LA PERIODE	64
III-1	Situation consolidée des décaissements auprès des bailleurs	64
III-2	Situation d'exécution financière de la période par source de financement	64
IV-	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES	67
IV-1	Action opérationnelle dans la mise en œuvre de la Passation des Marchés du PUDTR	67
IV-2	Action de programmation, de mise en œuvre et de suivi de la Passation des Marchés	68
IV-3	Situation des gros contrats du PUDTR	70
V-	DIFFICULTES RENCONTREES ET MESURES CORRECTIVES	72
	CONCLUSION	73

DONNÉES GÉNÉRALES DU PROJET/PROGRAMME

Codes du projet/programme

Intitulé exact du projet	Projet d'Urgence de Développement Territorial et de Résilience (PUDTR)
Ministère de tutelle technique	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP)
Programme budgétaire de rattachement	Pilotage de l'économie et du développement
Code PIP	2316
Code CIFE	
Code bailleur/N° convention	Prêt : 6819-BF Don : D761-BF

PIP : Programme d'Investissement Public

CIFE : Circuit Intégré de Financement Extérieur

Catégorie de projet (cocher la case correspondante)

Cat.1 Projet exécuté directement par l'administration publique y compris collectivités territoriales, les sociétés d'Etat, les Sociétés d'économie mixte et les établissements publics de l'Etat

Cat.2 : projet exécuté par une agence sur la base d'un contrat passé entre l'Etat et une agence d'exécution (PTF ou ONG, PPP)

Références juridiques et données financières

Références arrêté portant création du projet	Arrêté N° 2021/000232/MINEFID/SG/DGESS du 23 avril 2021
Date de démarrage prévue du projet dans la convention de financement	
Date de démarrage effective du projet	01/04/2021
Date de fin d'exécution du projet prévue dans la convention de financement	31/12/2025
Date de fin prévue suite à une prorogation (si le cas échéant, préciser la date de l'accord de prorogation)	
Coût total du projet (en milliers de francs CFA)	Etat
	Bailleurs 1 Banque mondiale

Etude de faisabilité/document du projet ? – Document de projet existant

Informations sur le Comité de revue

Références arrêté portant création du Comité de revue	Arrêté N°2018-00348/MINEFID/SG/DGESS du 03 août 2018
Nombre de membres du Comité de revue	12

Nom du président du Comité de revue	Nicolas KOBIANE
Fonction du Président du Comité de revue	Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
Nombre de représentants des collectivités territoriales	-
Nombre de représentants des établissements publics	-
Nombre de représentants des bénéficiaires	-
Membres observateurs	-

Outils de gestion du projet

Le projet dispose-t-il d'un manuel de procédures administrative et comptable ?	Oui	Le projet dispose-t-il d'un manuel de suivi-évaluation ?	Manuel d'exécution disponible
Le projet dispose-t-il d'une comptabilité matières ?	Oui	Si oui quelle est la périodicité des inventaires physiques ?	Annuel
Le projet dispose-t-il d'un logiciel de comptabilité ?	Oui	Si oui quel est le nom du logiciel ?	Tom2pro

INTRODUCTION

Le Burkina Faso fait face depuis 2015 à des défis sécuritaires marqués par des actes d'extrémismes violents à caractère terroriste. Ces actes ont débuté dans la région du Sahel et une partie de celle du Nord. Cependant, avec le temps, le phénomène s'est déporté progressivement vers la région de l'Est dans un premier temps et ensuite celles de la Boucle du Mouhoun, du Centre-est et du Centre-nord.

Dans ces régions cibles de conflits et à risque, les conséquences directes qui en découlent depuis cette période sont notamment des pertes en vies humaines, des dégâts matériels, une psychose au sein de la population, la fermeture de certains services publics ainsi que le déplacement de milliers de populations.

La détermination de l'Etat burkinabè a conduit, avec l'appui de la Banque mondiale, à la formulation du Projet d'Urgence de Développement Territorial et de Résilience (PUDTR) pour faire face à l'urgence des besoins des populations des zones fragiles. Il est aligné sur les priorités du gouvernement exprimées dans la Matrice des actions prioritaires du programme d'urgence pour le Sahel (MAP-PUS-BF) et les autres stratégies clés. Il se concentre sur les domaines prioritaires 2 "Optimiser la gestion des urgences humanitaires et sociales"; 3 "Renforcer la présence de l'État"; et 4 "Consolider les bases de la cohésion sociale et de la résilience des populations et des territoires". Le PUDTR devrait permettre d'opérationnaliser les principales recommandations de la stratégie de prévention et de gestion des conflits et de la violence du Burkina Faso. Ses interventions s'inscrivent également dans le cadre des stratégies de résilience dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que de la stratégie nationale 2020-24 sur le genre. Enfin, le PUDTR vient en soutien aux premier et deuxième pilier de l'engagement visant à « prévenir les conflits violents et la violence interpersonnelle » et à « rester engagé dans les situations de crise et les conflits actifs » de la Stratégie du Groupe de la Banque Mondiale pour la fragilité, les conflits et la violence (FCV) (2020-2025) approuvée par son Conseil d'Administration le 25 février 2020.

Le PUDTR appuie la décentralisation à travers (i) des investissements d'urgence d'accès aux infrastructures socioéconomiques de base dans les collectivités territoriales (CT), (ii) la facilitation de l'accès aux infrastructures routières et virtuelles au profit des CT, (iii) l'appui à la relance économique et l'autonomisation, aux activités génératrices de revenus, (iv) l'appui à l'engagement citoyen et au renforcement de la présence de l'État dans les zones à forts défis sécuritaires.

Le PUDTR a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 15 décembre 2020. La signature de l'accord de financement est intervenue le 21 janvier 2021 et le Projet est entré en vigueur le 31 mars 2021 après la satisfaction des conditions d'entrée en vigueur. L'année 2022 est la deuxième année d'exécution du Projet. Le plan de travail et budget annuel (PTBA) élaboré pour cette année 2022 connaît une mise en œuvre et le

présent rapport fait la situation d'exécution des activités du 1er janvier au 31 décembre 2022 et est articulé autour des points suivants :

- rappel des objectifs et résultats attendus pour l'année 2022 ;
- bilan physique de la mise en œuvre des activités programmées au 31 décembre 2022
- bilan de l'exécution financière au 31 décembre 2022 ;
- bilan de la mise en œuvre du plan de passation des marchés ;
- difficultés rencontrées et mesures correctives.

I- RAPPEL SUR LE PROJET ET LES OBJECTIFS ET DES RÉSULTATS ATTENDUS POUR L'ANNEE 2022

I-1 Présentation du projet

- Objectif de développement du projet

L'objectif de développement du projet est d'améliorer l'accès inclusif des communautés (y compris les personnes déplacées internes (PDI)) des zones ciblées, aux services sociaux essentiels et aux infrastructures.

Le projet appuie la décentralisation à travers (i) des investissements d'urgence d'accès aux infrastructures socioéconomiques de base dans les collectivités territoriales (CT), (ii) la facilitation de l'accès aux infrastructures routières et virtuelles au profit des CT, (iii) l'appui à la relance économique et l'autonomisation, aux activités génératrices de revenus, (iv) l'appui à l'engagement citoyens et au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones à forts défis sécuritaires.

- Zone d'intervention du projet

Le projet a démarré la mise en œuvre de ses activités dans quinze communes des régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est. Il intervient aussi dans la région du Centre-Est pour la prise en charge uniquement des investissements résiduels du projet pôle de croissance de Bagré.

En décembre 2021, il a procédé à l'extension de sa zone de couverture à d'autres communes dans lesdites régions (Boucle du Mouhoun et Est). Cette extension s'est faite sur la base des critères d'indentification utilisés pour la sélection des quinze communes précédentes. Ainsi, comme l'indique la carte ci-dessous, les communes bénéficiaires du Projet sont :

Communes initiales :

- Région de la Boucle du Mouhoun : Tougan, Nouna, Bomborokuy, Solenzo, Kouka, Sanaba, Yaba, Lankoué, Bourasso, Dokuy.

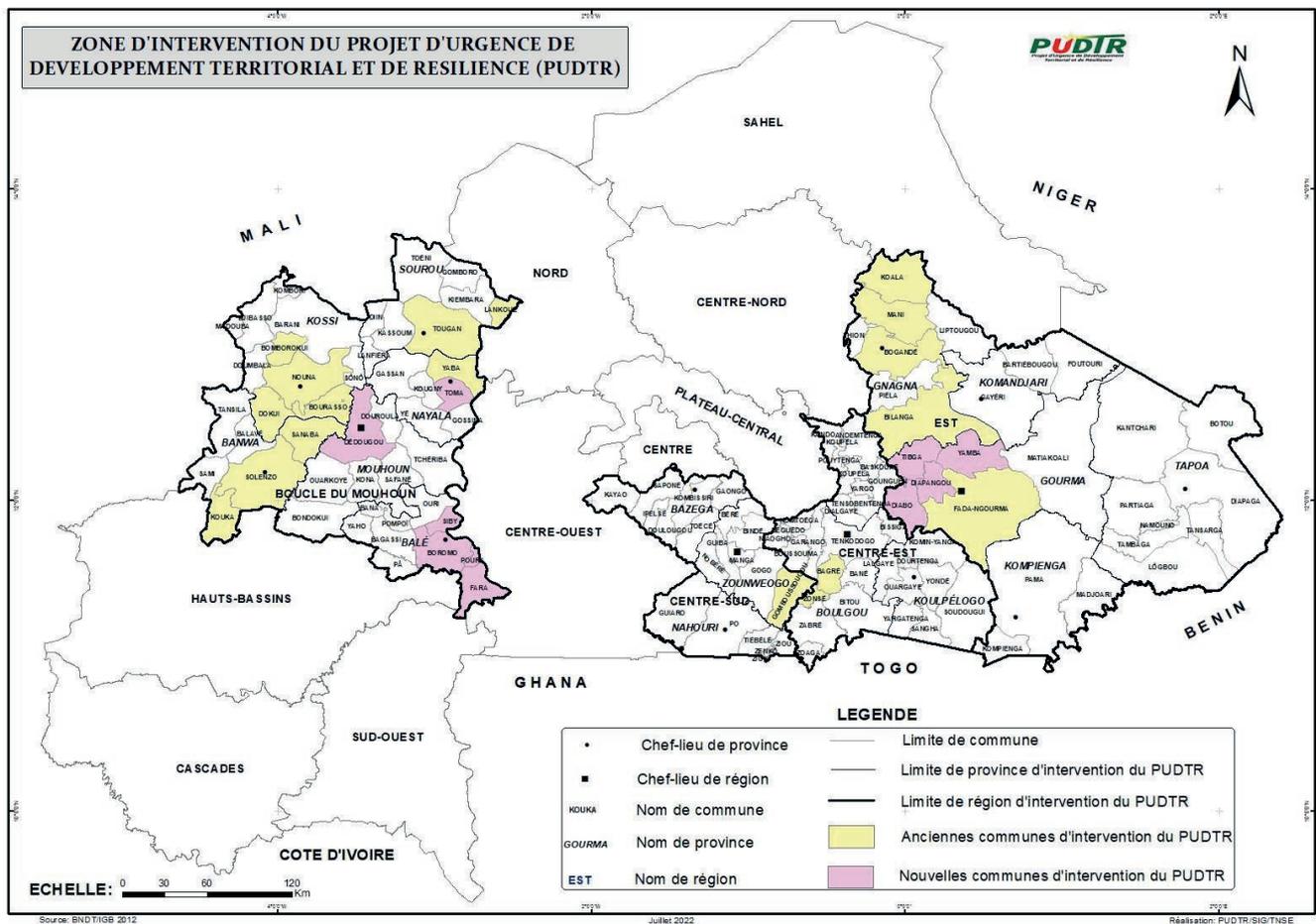
- Région de l'Est : Fada N'gourma, Bilanga, Bogandé, Coalla, Manni.

Communes additionnelles :

- Région de la Boucle du Mouhoun : Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou et Toma.

- Région de l'Est : Diabo, Diapangou, Tibga et Yamba.

En outre, le projet a bénéficié d'un financement additionnel dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire qui l'amène à intervenir sur le territoire national pour la mise à disposition des intrants agricoles et l'aménagement de bas-fonds et périmètres maraichers.



- Bénéficiaires du projet

Les principaux bénéficiaires sont les ménages et les groupes vulnérables, les personnes déplacées, les jeunes, les associations de femmes et les collectivités territoriales abritant le projet. Les ménages et les groupes vulnérables qui souffrent d'une inégalité horizontale bénéficieront d'un meilleur accès aux infrastructures, aux services essentiels et aux fonctions de l'Etat. Les personnes déplacées qui ont quitté des zones instables bénéficieront non seulement des services essentiels (écoles et services de santé), mais aussi d'opportunités économiques grâce à des activités génératrices de revenus et au travail rémunéré en espèces. La présence de l'État sera renforcée grâce à l'amélioration de la capacité des communes à répondre aux besoins de la population et à gérer les conflits.

- Composantes du projet

Le Projet est mis en œuvre à travers quatre composantes opérationnelles et une composante d'Intervention d'Urgence Conditionnelle :

Composante 1 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Cette composante qui fait partie de la réponse la plus immédiate, se concentre principalement sur la disponibilité des infrastructures sociales et sur le soutien à l'utilisation des services sociaux restaurés grâce au projet, ce qui renforce la résilience des communes bénéficiaires, y compris aux impacts du changement climatique. De même, elle s'attaquera également à la violence sexuelle et sexiste dans les zones concernées. Elle comprend les sous-composantes suivantes (1.1) Amélioration de l'offre des services, (1.2) Amélioration de l'accès aux services et (1.3) Protection de la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes et combattre les violences basées sur le genre.

Composante 2 : Amélioration de la connectivité physique et virtuelle et la résilience urbaine

Ce volet améliorera la connectivité physique et virtuelle des communes bénéficiaires et renforcera la résilience climatique des communes urbaines face aux défis que pose l'augmentation du nombre de personnes déplacées en assurant une prestation de services adéquate. Elle comprend les sous-composantes suivantes (2.1) amélioration de la connectivité physique et virtuelle et (2.2) Soutien à la Résilience des villes secondaires.

Composante 3 : Relance économique communautaire et autonomisation

Ce volet vise à relancer l'économie locale, en créant des opportunités d'emploi pour les jeunes, les femmes dans les communes sélectionnées qui ont été négativement affectées par le changement climatique et les crises de sécurité en renforçant et en améliorant les moyens de subsistance de la population (y compris les personnes déplacées) dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'élevage, le petit commerce. Elle comprend les sous-composantes suivantes (3.1) Soutien à la résilience des ménages et (3.2) Construction et réhabilitation des infrastructures productives et marchandes.

Composante 4 : Engagement citoyen et Gestion du projet

Ce volet financera la voix et la participation des citoyens, la présence positive de l'État et la gestion des projets. Elle comprend les sous-composantes suivantes (4.1) Engagement citoyen et renforcement de la présence de l'État ; (4.2) Gestion de projet et (4.3) Compensations en cas de réinstallation involontaire.

Composante 5 : Mécanisme d'Intervention d'Urgence Conditionnelle

Cette composante sera incluse dans le projet afin de permettre une réaffectation rapide du produit du projet en cas de catastrophe ou de crise naturelle ou d'origine humaine ayant causé, ou susceptible de causer de façon imminente, un impact économique et/ou social négatif majeur.

- Coût et durée du projet

Le projet a un coût global de quatre-cent soixante-treize millions de dollars (473 000 000) USD, soit environ deux cent soixante milliards cent cinquante millions (260 150 000) FCFA financés par l'Etat et la Banque mondiale et structuré comme suit :

- **financement initial** : trois cent cinquante millions (350 000 000) de \$ US soit environ cent quatre-vingt-douze milliards cinq cent millions (192 500 000 000) de FCFA dont un crédit (50%) et un don (50%);

- **financement additionnel** (accord de financement signé en juin 2022 mais non encore en vigueur): cent vingt-trois millions (123 000 000) de \$ US soit environ soixante-sept milliard six cent cinquante millions (67 650 000 000) de FCFA au titre du financement additionnel (FA) dont un crédit (50%) et un don (50%).

Le Gouvernement du Burkina Faso y contribue avec des ressources de la contrepartie nationale. Le projet sera exécuté entre 2021 et 2025.

I-2 Objectifs et résultats attendus pour l'année 2022

Au cours de l'exercice 2022, les actions du Projet devront permettre :

- d'engager et de livrer (i) des infrastructures sociales réhabilitées dans le cadre de la normalisation, (ii) des infrastructures d'approvisionnement en eau potable, (iii) des latrines publiques, (iv) des infrastructures productives et marchandes, (v) des infrastructures de connectivité et des études pour la réalisation d'infrastructures sociales, productives et marchandes et de connectivité physique et virtuelle ;

- d'opérationnaliser les infrastructures réalisées et ou réhabilitées par la fourniture de matériel, équipement et personnel ;

- de soutenir la mise en place de possibilités d'éducation alternative et la fourniture de matériel d'enseignement et d'apprentissage dans les zones de conflits identifiées ; de soutenir la résilience des ménages.

II- BILAN PHYSIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES PROGRAMMEES

Le bilan global de l'exécution physique au cours de l'année 2022 se présente comme suit :

Tableau n°1 : Situation d'exécution physique globale des activités

Composantes	Activités Programmées	Activités exécutées (nombre)	Taux physique %	Observations
Composante 1	99	34 réalisées 44 en cours de réalisation 21 non démarrées	65,27	Les activités se poursuivront en 2023
Composante 2	45	04 réalisées 24 en cours de réalisation 17 non démarrées	31,86	Les activités se poursuivront en 2023
Composante 3	36	09 réalisées 16 en cours de réalisation 11 non démarrées	59,57	Les activités se poursuivront en 2023
Composante 4	22	06 réalisées 13 en cours de réalisation 03 non démarrées	62,74	Les activités se poursuivront en 2023
Total	202	53 réalisées 97 en cours de réalisation 52 non démarrées	54,86	

II-1 Bilan physique de la composante 1 « Amélioration de l'accès aux services sociaux de base »

Les activités prévues au titre de cette composante visent à mettre à la disposition des bénéficiaires, des infrastructures sociales et, les soutenir pour l'utilisation des services sociaux restaurés grâce au projet. Ces activités permettront également de lutter et de prévenir les violences sexuelles et sexistes dans les zones cibles.

On retient de manière globale que l'exécution des activités de cette composante au cours de la période a été impactée par la situation sécuritaire ainsi que par les changements politiques qui ont entraîné la suspension des décaissements de février à mai 2022 et de octobre 2022 à nos jour, avec pour conséquence le ralentissement de l'exécution des activités. Le bilan de la mise en œuvre au cours de l'année se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°2 : Situation d'exécution physique des activités de la composante 1

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
COMPOSANTE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE							
Sous composante 1: Amélioration de l'offre de service						50,19	
1	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la construction de salles de classe et bâtiments administratifs y compris énergie solaire (294 salles de classe et 4 bâtiments administratifs)	Unité	298	Boromo (27), Dédougou (50), Diabo (24), Diapangou (27classes + 2 bâtiments adm), Fara (18), Pourra (35), Siby (18 classes + 2 bâtiments adm), Tibga (27), Toma (50) et Yaba (18)	Suivi contrôle des travaux en cours	60	La partie études est achevée
2	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la construction de latrines y compris cabine pour PMR (88 latrines)	Unité	88	Boromo (7), Diabo (6), Diapangou (12), Fara (5), Pourra (20), Siby (18), Tibga (10) et Yaba (10)	Suivi contrôle des travaux en cours	61	La partie études est achevée
3	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la réalisation de PEA et de forages (71 Postes d'Eau Autonome (PEA) et 19 forages)	Unité	90	Boromo (7 PEA), Dédougou (8 PEA), Diabo (4 PEA + 3 forages), Diapangou (6 PEA + 8 forages), Fara (7 PEA), Pourra (6 forages), Siby (14 PEA), Tibga (15 PEA), Toma (2 forages) et Yaba (10 PEA)	Recrutement des bureaux études	10	Début des études pour le 20 décembre 2022
4	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la Réfection, Normalisation et équipements de CSPS et CMA (34 CSPS et 01 CMA)	Unité	35	Boromo (3), Diabo (5), Diapangou (14), Siby (2), Tibga (2), Toma (5 CSP + 1 CMA) et Yaba (3)	Etudes achevées	40	Démarrage du suivi contrôle et des travaux en février 2022
5	Achever la construction des salles de classes	nombre	204	Bomborokuy (18), Dokuy (15), Kouka (21), Lankoué (15) Nouna (12), Sanaba (15), Solenzo (30) Tougan (66) et Yaba (12)	Activité réalisée	98	Au total 147 salles de classes ont été réalisées et achevées entièrement. Résiliation des contrats pour 57 salles de classe pour des raisons de sécurité dans les communes de SANABA, BOMBOROKUY et SOLENZO (Dinkiéna, Bonkuy)
6	Construire des salles de classes y compris énergie solaire	Nombre	313	Boromo (27), Dédougou (50), Diabo (24), Diapangou (27), Fara (18), Pourra (35), Siby (18), Tibga (27), Toma (50) et Yaba (18)	Activité en cours	20	Fin des travaux prévue pour février 2023
7	Construire des bâtiments administratifs scolaires y compris électrification solaire	Nombre	5	Diapangou (2), Siby (3)	Activité en cours	20	Fin des travaux prévue pour février 2024
8	Achever les travaux d'extension de CEG y compris énergie solaire	Nombre	2	Bilanga (Bilanga centre et Moaka)	Activité en cours de réalisation pour 2 CEG	75	Actuellement les travaux sont suspendus pour des raisons sécuritaires
9	Construire des murs de clôture	Linéaire	7200	Lankoué (4), Tougan (1)	Activité réalisée	63	Sur un total de 5 clôtures, 1 a été réceptionné, 3 sont en cours de résiliation et 1 suspendu pour raison sécuritaire

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse d'écart (difficultés et/ou perspectives)
10	Réaliser des travaux relatifs à la construction de nouvelles infrastructures sociales (7 CEG, 2 lycées)	Nombre	9	Lankoué (2CEG), Nouna (3CEG), Tougan (1 CEG+1 lycée), Fada N'Gourma (1CEG)	Les entreprises et les missions de contrôle sont recrutées	15	Le démarrage des travaux se feront au cas par cas en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire à l'issue du recrutement des missions de contrôle
11	Construire des maternités (01 maternité et 01 latrine douche)	Nombre	2	Kouka (Bankouma et sama)	Activité achevée	100	
12	Construire des logements F3 pour personnel de santé	Nombre	4	Kouka (Bankouma et sama)	Activité achevée	100	
13	Construire des salles d'hospitalisation	Nombre	3	Lankoué (Lankoué centre Rassouly, Gourbala)	Activité achevée	100	
14	Construire des salles d'hospitalisation au Centre Médical et PEA	Nombre	3	Fada (Secteur 1)	Activité achevée	95	En attente de la réception provisoire
15	Réaliser la normalisation de CSPS	Nombre	2	Bogandé secteur 1 et Kankalsi	Activité réalisée	100	Les travaux sont achevés et réceptionnés
16	Réaliser la réhabilitation de CSPS	Nombre	4	Tougan (Bonou, Kouy, Namassa, Niankoré)	Activité achevée	100	
17	Réaliser des travaux de construction de nouvelles infrastructures sanitaires (21 CSPS)	Nombre	21	<i>Bomborokuy, Dokuy, Nouna, Kouka, Solenzo, Tougan, Yaba et Bogandé</i>	Les entreprises et les missions de contrôle sont recrutées	15	Le démarrage des travaux se fera au cas par cas en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire à l'issue du recrutement des missions de contrôle
18	Réaliser la réfection de CMA	Nombre	1	Toma	Non réalisée	0	Études en cours de réalisation
19	Réaliser la réfection, la normalisation de CSPS	Nombre	34	Boromo (3), Diabo (5), Diapangou (14), Siby (2), Tibga (2), Toma (5) et Yaba (3)	Non réalisée	0	Études en cours de réalisation
20	Réaliser l'électrification solaire de structures sanitaires existantes	Nombre	53	Boromo (4), Diabo (13), Diapangou (5), Tibga (6), Toma (6), Yamba (5), Dédougou (8), Fara (2), Poura (4)	Non réalisée	0	Études en cours de réalisation
21	Réaliser les travaux de construction de CEEP	Nombre	2	Fada	Études en cours de réalisation	10	L'activité se poursuit
22	Réaliser les travaux pour la construction et équiper de 04 Centres d'écoute et de transit au sein des DP Action sociale de la Boucle du Mouhoun et de 02 Centres d'écoute et de transit au sein des DP	Nombre	6	Fada, Bogandé, Solenzo, Nouna, Tougan, Nayala/Toma	Études en cours de réalisation	10	L'activité se poursuit

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse d'écart (difficultés et/ou perspectives)
	Action sociale de l'Est						
23	Réaliser les travaux pour la construction du bâtiment de la DPFSNFAH du Gourma(Fada) sur son nouveau site au secteur 8 de Fada	Nombre	1	Fada secteur 8	Etudes en cours de réalisation	10	L'activité se poursuit
24	Réaliser les travaux pour la réhabilitation du centre d'accueil et de formation des adolescentes et jeunes filles à la DPFSNFAH du Sourou(Tougan)	Nombre	1	Tougan	Etudes en cours de réalisation	10	L'activité se poursuit
25	Réaliser les travaux pour la réhabilitation/ extension du bâtiment administratif de la Direction provinciale de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire de la Gnagna (Bogandé)	Nombre	1	Bogandé	Etudes en cours de réalisation	10	L'activité se poursuit
26	Construire des latrines (bloc de 03 postes)	Nombre	12	Sanaba (CSPS)	Activité en cours de réalisation	15	Activité suspendue pour raison sécuritaire
27	Construire des latrines (02 blocs de 05 postes)	Nombre	10	Bomborokuy (Site PDI)	Activité réalisée	100	
28	Construire des latrines y compris cabine pour PMR	Nombre	88	Boromo (7), Diabo (6), Diapangou (12), Fara (5), Pourra (20), Siby (18), Tibga (10) et Yaba (10)	Activité en cours de réalisation	20	L'activité se poursuit
29	Réaliser des forages communautaires avec un système de pompes solaires	Nombre	48	Sanaba (10); Solenzo (5); Bogande (10);Manni (3) Bomborokuy (10) et Coalla (10)	Activité en cours de réalisation	90	Les travaux sont au stade des finitions dans toutes les communes sauf Sanaba où la situation sécuritaire a ralenti les travaux
30	Réaliser des forages PMH	Nombre	9	Coalla (villages) (5) et Sanaba (4)	Activité en cours de réalisation	90	Les travaux sont au stade des finitions à Coalla, au niveau de Sanaba la situation sécuritaire a ralenti les travaux
31	Réaliser des forages pastoraux	Nombre	19	Toma (2), Diapangou (8)Diabo (3) Pourra (6)	Activité non réalisée	0	Etudes en cours de réalisation
32	Réaliser des postes autonomes d'eau (PEA)	Nombre	71	Boromo (7 PEA), Dédougou (8 PEA), Diabo (4 PEA), Diapangou (6	Activité non réalisée	0	Etudes en cours de réalisation

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse d'écart (difficultés et/ou perspectives)
				PEA), Fara (7 PEA), Siby (14 PEA), Tibga (15 PEA) et Yaba (10 PEA)			
33	Réaliser les travaux pour l'extension d'AEPs à Bomborokuy	Nombre	2	Bomborokuy (Ecole A et B et lycée et quartier de Bomborokuy)	Activité en cours de réalisation	5	Activité suspendue pour raison sécuritaire
34	Réaliser les travaux pour la réalisation de AEP	Nombre	8	Coalla (2), Lankoué (2), Yaba (1), Fada (2), Manni (1)	Etudes en cours de réalisation	10	Activité suspendue pour raison sécuritaire
35	Construire des crèches mobiles / haltes garderies	Nombre	3	Tougan, Dédougou, Fada	Activité non réalisée	0	Etudes en cours de réalisation
36	Suivre et contrôler les travaux de construction de salles de classe	Nombre	204	Bomborokuy (18), Dokuy (15), Kouka (21), Lankoué (15) Nouna (12), Sanaba (15), Solenzo (30) Tougan (66) et Yaba (12)	Activité réalisée	100	
37	Suivre et contrôler l'extension de CEG y compris énergie solaire	Nombre	2	Bilanga (Bilanga centre et Moaka)	Activité réalisée	100	
38	Suivre et contrôler la construction des murs de clôture	Linéaire	7200	Lankoué (7), Tougan (2)	Activité réalisée	100	
39	Suivre et contrôler la construction de nouvelles infrastructures sociales (7 CEG, 2 lycées)	Nombre	9	Lankoué (2CEG), Nouna (3CEG), Tougan (1 CEG+1 lycée), Fada N'Gourma (1CEG)	Processus de recrutement des missions de contrôle achevé	15	Le démarrage des travaux se fera au cas par cas en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire à l'issue du recrutement des missions de contrôle
40	Suivre et contrôler la construction des maternités (01 maternité et 01 latrine douche)	Nombre	2	Kouka (Bankouma et sama)	Activité réalisée	100	
41	Suivre et contrôler la construction des logements F3 pour personnel de santé	Nombre	4	Kouka (Bankouma et sama)	Activité réalisée	100	
42	Suivre et contrôler la construction des salles d'hospitalisation	Nombre	3	Lankoué (Lankoué centre, Rassouly, Gourbala)	Activité réalisée	100	
43	Suivre et contrôler la construction de salles d'hospitalisation (2) et d'un PEA au Centre Médical	Nombre	3	Fada (Secteur 1)	Activité réalisée	100	
44	Suivre et contrôler la normalisation de CSPS	Nombre	2	Bogandé secteur 1 et Kankalsi	Activité réalisée	100	
45	Suivre et contrôler la réhabilitation de CSPS	Nombre	4	Tougan (Bonou, Namassa, Kouy, Niankoré)	Activité réalisée	100	

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
46	Suivre et contrôler les travaux relatifs à la construction de nouvelles infrastructures sociales (21 CSPS)	Nombre	21	Bomborokuy, Dokuy, Nouna, Kouka, Solenzo, Tougan, Yaba et Bogandé	Processus de recrutement des missions de contrôle achevé	10	Le démarrage des travaux se fera au cas par cas en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire à l'issue du recrutement des missions de contrôle
47	Réaliser des études et suivi-contrôle pour les travaux de normalisation de CSPS	Nombre	5	Nouna et Bourasso	Activité en cours de réalisation	30	L'activité se poursuit
48	Réaliser les études et suivi contrôle pour la transformation de CSPS en CM	Nombre	5	Bilanga, Lankoué, Yaba, Sanaba, Diapangou	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raison sécuritaire
49	Réaliser les études et le suivi-contrôle pour les travaux pour l'extension d' AEPS à Bomborokuy	Unité	2	Bomborokuy (Ecole A et B et lycée et quartier de Bomborokuy)	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raison sécuritaire
50	Réaliser les études et le suivi-contrôle pour les travaux pour la réalisation d' AEP	Unité	9	Coalla (2), Lankoué (2), Bourasso (1), Yaba (1), Fada (2), Manni (1)	Activité en cours de réalisation	25	L'activité se poursuit
51	Suivre et contrôler la construction des latrines (bloc de 03 postes)	Nombre	12	Sanaba (CSPS)	Activité annulée	0	Activité annulée pour raison sécuritaire
52	Suivre et contrôler la construction des latrines (02 blocs de 05 postes)	Nombre	10	Bomborokuy (Site PDI)	Activité réalisée	100	
53	Suivre et contrôler la construction des forages communautaires avec un système de pompes solaires	Nombre	48	Sanaba (10); Solenzo (5); Bogande (10); Manni (3) Bomborokuy (10) et Coalla (10)	Activité en cours de réalisation	90	La situation sécuritaire a ralenti l'exécution des travaux
54	Suivre et contrôler la construction des forages PMH	Nombre	9	Coalla (villages) (5) et Sanaba (4)	Activité en cours de réalisation	90	La situation sécuritaire a ralenti l'exécution des travaux
55	Réaliser les études et le suivi-contrôle pour la construction de halte-garderie et crèches mobiles dans l'enceinte de la maison de la femme	Contrat	3	Tougan, Fada, Dédougou	Activité non réalisée	0	Etudes en cours de réalisation
56	Réaliser 9 NIES et 7 PAR des travaux de construction de 20 CEG, 05 complexes scolaires, 02 lycées	Nombre	16	Bomborokuy, Bourasso, Dokuy, Nouna, Kouka, Solenzo, Tougan, Yaba, Coalla, Manni, Bilanga et Bogandé	Etudes en cours de réalisation	95	15 rapports provisoires disponibles, Tous les rapports ont fait l'objet de revu l'équipe UCP, et la Banque mondiale

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse d'écart (difficultés et/ou perspectives)
57	Réaliser 9 NIES et 9 PAR des travaux de construction de 27 CSPS	Nombre	18	Bomborokuy, Bourasso, Dokuy, Nouna, Kouka, Solenzo, Tougan, Yaba, Coalla, Manni, Bilanga et Bogandé	Etudes en cours de réalisation	95	20 rapports provisoires disponibles. Tous les rapports ont fait l'objet de revu l'équipe UCP, et la Banque mondiale
58	Réaliser 01 NIES et 01 PAR des travaux d'extension de deux (02) AEPS à Bomborokuy	Nombre	2	Bomborokuy (Ecole A et B et lycée et quartier de Bomborokuy)	Consultant recruté	15	Etudes suspendues pour des raisons sécuritaires
59	Réaliser 06 NIES et 06 PAR des travaux de construction de 9 AEP	Nombre	12	Coalla (2), Lankoué (2), Bourasso (1), Yaba (1), Fada (2), Manni (1)	Consultant recruté	15	Les consultants ont été recrutés et les activités ont été suspendues en attendant les résultats des études techniques
60	Valider les études environnementales et sociales par l'ANEVE	session	2	Zone d'intervention	Activité non réalisée	0	Rapports finaux non disponibles pour être validés par l'ANEVE
61	Finaliser l'acquisition de tables bancs, armoires métalliques, bureaux et chaises	Unité	4611	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoué, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada	Activité réalisée	100	4611 Tables bancs, armoires métalliques, bureaux et chaises acquis Le matériel mobilier a été livré dans les communes accessibles ayant des besoins d'équipements à combler.
62	Acquérir de tables bancs, armoires métalliques, bureaux et chaises pour les nouvelles infrastructures scolaires construites (CEG, lycée) dans le cadre la normalisation	Unité	5280	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoué, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada	Activité réalisée	100	5280 tables bancs, armoires, chaises ont été acquises et livrés dans les communes concernées sauf celles qui sont inaccessibles ou le matériel a été redéployé
63	Acquérir de tables bancs, armoires métalliques, bureaux et chaises pour les infrastructures scolaires normalisées dans les 10 nouvelles communes	Unité	10236	Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité en cours de réalisation	30	Les spécifications techniques et les quantités ont été définies, Le marché pour l'acquisition est dans le circuit de la passation L'acquisition se poursuivra en 2023
64	Finaliser l'acquisition de manuels et fournitures scolaires	Kit	14	Yaba, Nouna, Lankoué, Sanaba, Dokuy, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada	Activité réalisée	100	14 kits acquis Les manuels et fournitures ont été répartis dans les communes accessibles ayant des besoins d'équipements à combler

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
65	Acquérir des manuels et fournitures scolaires pour les 10 nouvelles communes	Kit		Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Non réalisée	0	Certains manuels initialement acquis ont été redéployés dans certaines nouvelles communes du fait de l'insécurité, Le gap a comblé est en cours de réévaluation, L'activité est reportée à 2023
66	Finaliser la reproduction des curricula ESU	Nombre	38870	15 communes	Activité réalisée	100	Les curricula reproduits ont été réceptionnés et transmis au Secrétariat Technique de l'Education en Situation d'Urgence (ST-ESU) pour usage Le ST-ESU est entrain de former les enseignants à qui les curricula sont destinés
67	Apporter un appui à la reproduction des curricula ESU pour les 10 nouvelles commune	Nombre		Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Non réalisée	0	Reprogrammée pour 2023
68	Finaliser la reproduction des documents de conseils en orientation scolaire	Nombre	128875	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Activité réalisée	100	Les documents de conseils en orientation scolaire reproduits ont été réceptionnés et mis à la disposition de la Direction de l'Information, de l'Orientation Scolaire, Professionnelle et des Bourses (DIOSPB) La DIOSPB prévoit des sessions de formation des acteurs sur l'utilisation des documents reproduits,
69	Appuyer la reproduction des documents de conseils en orientation scolaire pour les 10 nouvelles communes	Nombre		Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Reprogrammée pour 2023
70	Doter les élèves et enseignants en radio, clé USB, ordinateurs, lampes solaires, téléphones portables	Nombre	17800	Tougan, Sanaba, Kouka, Dokuy	Activité réalisée	100	17800 élèves, 62 enseignant dotés en radio, clé USB, ordinateurs, lampes solaires, téléphones portables Les équipements ont été transmis aux acteurs
71	Doter les élèves et enseignants en radio, clé USB, ordinateurs, lampes solaires, téléphones portables dans les 10	Nombre		Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Reprogrammée pour 2023

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
	nouvelles communes						
72	Diffuser des ressources pédagogiques numériques	Nombre	144	Tougan, Sanaba, Kouka, Dokuy, Solenzo, Fada, Bogandé, Manni, Bilanga, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba, Nouna, Bomborokuy, Bourasso, Yaba	Activité réalisée	100	35 clubs d'écoutes ont été mis en place. La diffusion a été réalisée comme prévu. Le rapport de diffusion a été élaboré et transmis à l'UCP par la DGRTE
73	Organiser des cours de rattrapage	Nombre		Tougan, Sanaba, Kouka, Dokuy, Solenzo, Fada, Bogandé, Manni, Bilanga, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba, Nouna, Bomborokuy, Bourasso, Yaba	Activité réalisée	100	
74	Former les enseignants aux curricula ESU	Nombre d'enseignants	250	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité réalisée	85	212 enseignants formés. Rapports disponibles
75	Acquérir du matériel technique pour le dépistage de la malnutrition et le suivi de la croissance	kit	500	Yaba, Tougan, Sanaba, Kouka, Dokuy	Activité réalisée	100	Equipements livrés aux directions régionales
76	Achever l'équipement des maternités en matériels médicotechniques	Bénéficiaires	2	Kouka (Bankouma et sama)	Activité réalisée	100	Equipements livrés aux directions régionales
77	Achever l'équipement des salles d'hospitalisation en matériels médicotechniques	Bénéficiaires	3	Lankoué (Lankoué centre, Rassouly, Gourbala)	Activité réalisée	100	Equipements livrés aux directions régionales
78	Achever l'équipement du bâtiment au Centre Médical en matériels médicotechniques	Bénéficiaires	1	Fada (Secteur 1)	Activité réalisée	100	Equipements livrés aux directions régionales
79	Equiper les CSPS normalisés en matériels médicotechniques	Bénéficiaires	2	Bogandé secteur 1 et Kankalsi	Activité en cours de réalisation	10	Le dossier est au stade de l'analyse des offres et l'exécution du marché. Spécifications techniques et budgétisation réalisées et

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
							soumises à l'appréciation du ministère de la santé
80	Acquérir 6 ambulances au profit des communes	Nombre	6	Bogandé, Fada N'Gourma, Tougan, Dokuy, Bourasso, Nouna	Activité en cours de réalisation	30	Spécifications techniques disponibles en attente de la passation des marchés
81	Acquérir du matériel médicotechnique pour assurer la prise en charge des cas de VBG	CSPS	50	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoué, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Activité réalisée	100	Equipements livrés aux différentes formations sanitaires
82	Acquérir du matériel médicotechnique pour assurer la prise en charge des cas de VBG dans les nouvelles régions	CSPS		Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du contrat cadre assorti de contrat subséquent avec l'ONG Plan Burkina qui est en cours de signature, Le premier contrat prend fin en février 2023
83	Equiper les CSPS normalisés dans les nouvelles communes	CSPS	34	Boromo (3), Diabo (5), Diapangou (14), Siby (2), Tibga (2), Toma (5) et Yaba (3)	Activité non réalisée	0	L'acquisition se fera lorsque les infrastructures concernées seront construites. Le dossier est au stade des études techniques
84	Acquérir des équipements pour les infrastructures de services de l'action sociale (06 centres d'écoutes, 1 bâtiment administratif et 2 centres d'accueil)	Nombre d'infrastructure	9	Fada, Bogandé, Tougan, Solenzo, Nouna, Toma	Activité non réalisée	0	Activité reportée à 2023 en attendant la réalisation des dites infrastructures
85	Acquérir des équipements pour les infrastructures pour la transformation de CSPS en CM	Nombre d'infrastructure	5	Bilanga, Lankoué, Yaba, Sanaba, Diapangou	Activité non réalisée	0	Activité annulée pour raison sécuritaire
86	Acquérir des fournitures de bureau pour les DPFSNFAH et services sociaux communaux	Kit	19	Fada (2) Bogandé(2), Manni(1), Solenzo(2), Kouka,(1) Nouna(2), Bomborokuy (1) Tougan (2), Lankoué,(1) Nayala/Toma(1), Bagré(1), Gomboussougou(1), Tenkodogo(1), Manga(1)	Activité en cours de réalisation	10	Spécifications techniques disponibles en attente de la passation des marchés

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse d'écart (difficultés et/ou perspectives)
87	Acquérir du matériel informatique pour les DPG, les services sociaux communaux (ordinateurs de bureau, imprimantes, photocopieurs, etc..)	Nombre	518	Bagré, Gomboussougou, Tenkodogo, Manga, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité en cours de réalisation	10	Spécifications techniques disponibles en attente de la passation des marchés
88	Acquérir des motos pour les services sociaux communaux	Nombre	14	Bagré, Gomboussougou, Tenkodogo, Manga, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité en cours de réalisation	10	Spécifications techniques disponibles en attente de la passation des marchés
Sous Composante 2: Amélioration de l'accès aux services						100	
89	Assurer le transfert de ressource au PFS pour effectuer les cashs transferts	Ff	9	9 communes de la Boucle du Mouhoun	Activité réalisée	100	29 136 bénéficiaires (dont 1373 PDI) de cash transferts d'un montant total de 4 377 266 500 FCFA dans neuf communes de la région de la Boucle du Mouhoun
90	Assurer le transfert de ressource à PAM pour effectuer les cashs transferts	Ff	1	Zone d'intervention	Activité réalisée	100	494771 bénéficiaires vulnérables à l'insécurité alimentaire ont bénéficié de cash transfert dans pendant la période de soudure (juin à août 2022)
91	Assurer les frais de transfert et de gestion à PAM	Ff	1	Zone d'intervention	Activité réalisée	100	
Sous Composante 3: Protection de la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes et combattre les violences basées sur le genre						44	
92	Mettre en œuvre en collaboration avec l'ONG Plan Burkina, les activités d'amélioration de l'accès aux services sociaux, y compris la santé sexuelle et reproductive par les populations à risque et les survivants-es d'incident de VBG dans la zone d'intervention du projet	Protocole	1	Fada, Bogandé, Manni, Solenzo, Kouka, Nouna, Bourasso, Sanaba, Dokuy, Yaba, Bomborokuy, Tougan, Lankoué, Toma, Bagré, Gomboussougou, Tenkodogo, Manga	Activité en cours de réalisation	75	Partenaire local sur le terrain recruté, les animateurs ont été formés et affectés à leur poste. Les activités se poursuivent avec la mise en place et l'animation des espaces surs et des écoles de futurs maris
93	Mettre en œuvre en collaboration avec l'ONG Plan Burkina, les activités d'amélioration de l'accès aux services sociaux, y compris la santé sexuelle et reproductive par les populations à risque et les survivants-es d'incident de VBG dans la zone	Protocole	1	Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité en cours de réalisation	70	Contrat finalisé, Signature en cours

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse d'écart (difficultés et/ou perspectives)
	d'intervention du projet						
94	Finaliser l'acquisition du matériel et équipements pour la mise en œuvre des activités de l'ONG (kit de dignité, table d'accouchement, moto, véhicule...)	Nombre		Fada, Bogandé, Manni, Solenzo, Kouka, Nouna, Bourasso, Sanaba, Dokuy, Yaba, Bomborokuy Tougan, Lankoué, Toma, Bagré, Gomboussougou, Tenkodogo, Manga	Activité réalisée	100	Les équipements ont été livrés à l'ONG Plan Burkina, Les 4680 Kits de dignité ont été livrés sur les sites de Fada et de Dédougou, La distribution est en cours avec Plan Burkina et les services de l'action humanitaire
95	Acquérir du matériel et équipements pour la mise en œuvre des activités de l'ONG (kit de dignité, table d'accouchement, etc..) pour les 10 nouvelles communes	Nombre		Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	L'activité s'inscrit dans le cadre du nouveau contrat finalisé et en cours de signature avec l'ONG PLAN BURKINA
96	Former 30 formateurs des DRFSNFAH sur les VBG en situation d'urgence humanitaire et la gestion des cas de VBG	Nombre	30	Dédougou, Fada, Tougan, Solenzo, Boromo, Toma, Bogandé, Nouna	Activité réalisée	100	Activité réalisée à Fada et à Dédougou dans les 2 Régions
97	Acquérir des motos pour les ONG VBG (Plan Burkina et OCADES)	Nombre	20	Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité en cours de réalisation	10	Spécifications techniques disponibles en attente de la passation des marchés
98	Organiser des ateliers régionaux de vulgarisation du document de bonnes pratiques endogènes de lutte contre les VBG auprès des acteurs de développement	Nombre	2	Dédougou, Fada, Tougan, Solenzo, Boromo, Toma, Bogandé, Nouna	Activité en cours de réalisation	10	TDR disponibles. L'organisation des ateliers dépendait de la finalisation des documents à diffuser et de leur reproduction alors qu'ils n'ont pas été finalisés par le ministère du genre compte tenu des retards dus à l'instabilité politique
99	Reproduire les référentiels sur les VBG (protocole de prise en charge psychosociale des survivants de VBG, document de bonnes pratiques endogènes de lutte contre les VBG, Plan d'Actions National de lutte	Nombre	4000	Dédougou, Fada, Tougan, Solenzo, Boromo, Toma, Bogandé, Nouna	Activité non réalisée	0	Le Ministère du genre n'a pas finalisé l'élaboration des documents à reproduire
	contre les VBG, manuel de formation sur les VBG)						
Taux d'exécution						65,27	

La mise en œuvre des activités de cette composante au cours de l'année 2022 a permis entre autres de :

1 réaliser des études d'actualisation et suivi contrôle pour la normalisation des infrastructures éducatives dans les nouvelles communes à l'exception de la commune de Yamba : les études ont concerné 313 salles de classe, 05 bâtiments administratifs de CEG, 85 latrines de 5 cabines et 35 latrines de 2 cabines, les études sont achevées et les différents documents techniques sont disponibles. Les travaux ont démarré le 15 novembre 2022 pour un délai de 3 mois et le suivi contrôle des travaux se poursuit.

2 démarrer les études techniques et suivi contrôle pour la réalisation de PEA et de forage : ces études techniques concernent 71 PEA (Poste d'Eau Autonome) et 19 forages PMH dans les nouvelles communes du PUDTR. Les études sont réalisées à travers l'agence partenaire AGETEER avec qui le PUDTR a signé un protocole de collaboration le 28 juillet 2022. Les bureaux études ont été recrutés et les études ont démarré courant décembre pour un délai de 3 mois.

3 démarrer les études pour les travaux de construction de 8 AEP dans les communes de Lankoué, Yaba, Coalla, Fada N'Gourma et Manni : les études ont démarré en avril 2022, les rapports de démarrage sont disponibles et l'atelier régional de sensibilisation a pu se tenir dans les 2 régions. Cependant, compte de la dégradation de la situation sécuritaire les études ont été suspendues.

4 Réaliser des études d'actualisation et suivi contrôles pour la normalisation des infrastructures sanitaire dans les nouvelles communes : il s'agit de la normalisation et réfection de 34 CSPS et 01 CM dans les communes de Boromo, Siby, Toma dans la région de la Boucle du Mouhoun et les communes de Diabo, Diapangou et Tibga dans la région de l'Est. Les études techniques sont disponibles (15 décembre 2022). Les travaux et le suivi contrôle démarreront en février 2023 et seront réalisés à travers des contrats cadres.

5 Démarrer les études pour la réalisation de Centres d'Eveil et d'Education Préscolaire, la normalisation de 05 CSPS, la construction et la réhabilitation d'infrastructures de services de l'action sociale : les études ont été entamées en mars 2022, les dossiers d'Avant-Projet Détaillé (APD) sont disponibles et un atelier de validation des études prévu en janvier 2023.

6 Démarrer les travaux de construction d'infrastructures éducatives dans 10 des 15 premières communes du PUDTR : il s'agit de la construction de 204 salles de classe, 2 blocs pédagogiques, 04 bâtiments administratifs pour CEG, 10 latrines de 5 cabines et 02 latrines

de 2 cabines dans les communes Bomborokuy, Dokuy, Kouka, Lankoué, Nouna, Sanaba, Solenzo, Tougan, Yaba et Bilanga. A la date du 31 décembre 2022, on note (i) 147 salles de classes, 01 bâtiment administratif, 2 latrines 5 cabines achevés, (ii) 2 blocs pédagogiques, 2 bâtiments administratifs, 2 latrines 5 cabines et 2 latrines 2 cabines dont les travaux sont suspendus pour cause d'insécurité et (iii) 57 salles de classe, 1 bâtiment administratif et 6 latrines, 5 cabines résiliés pour cause d'insécurité.

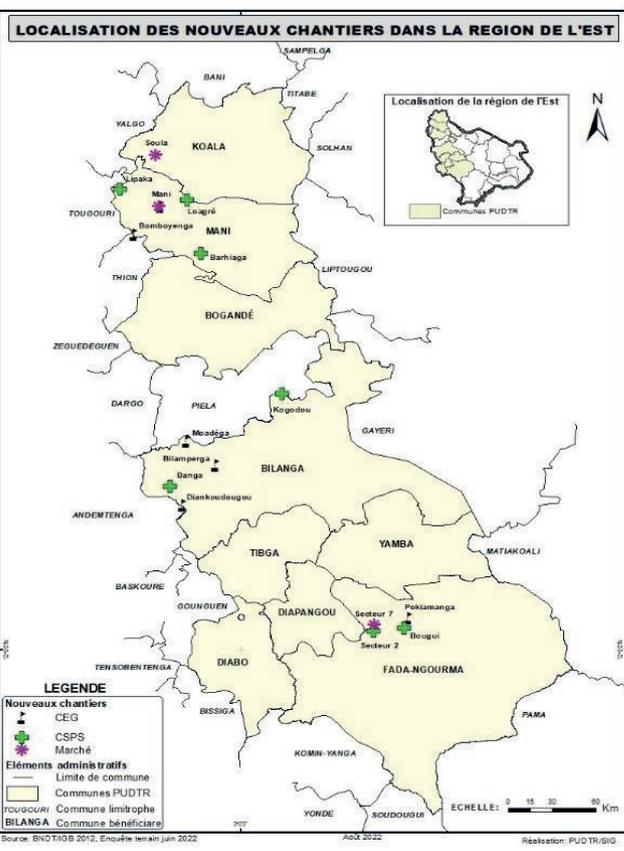
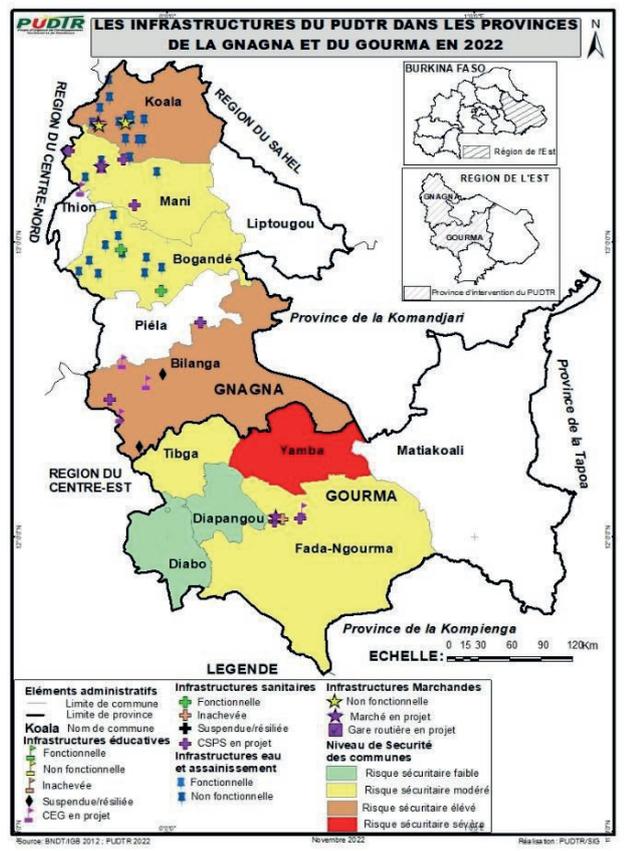
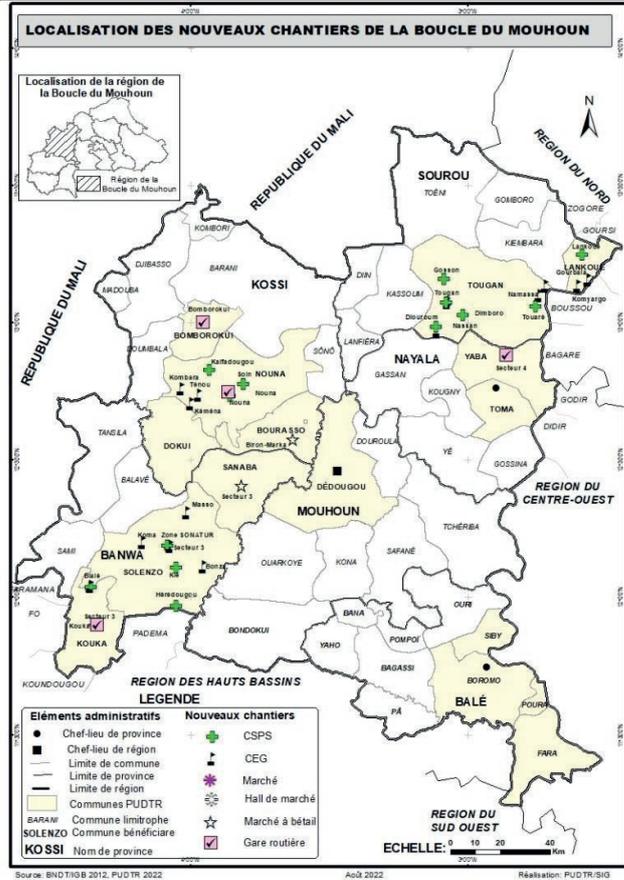
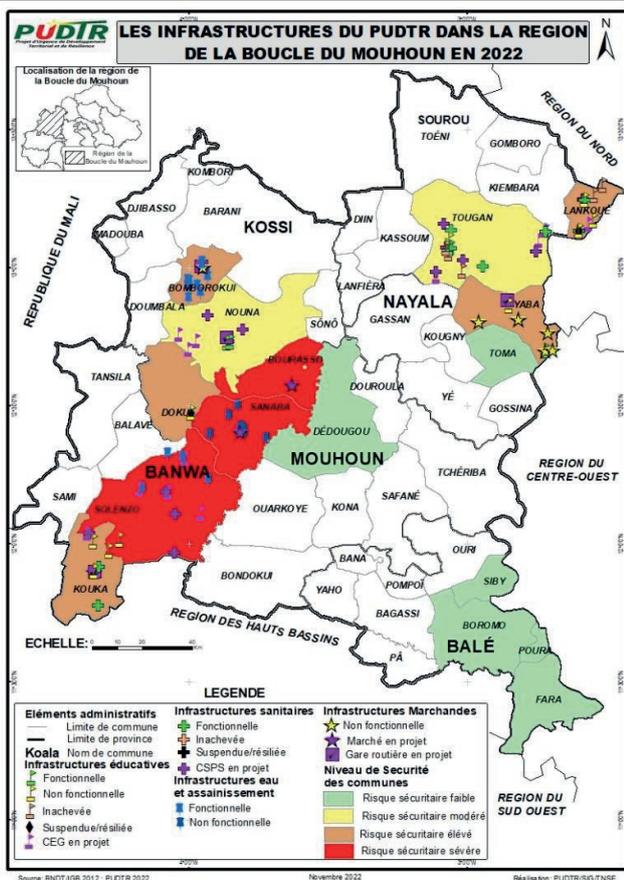
7 Démarrer les travaux de construction d'infrastructures sanitaires dans 6 des 15 premières communes du PUDTR : il s'agit de la construction de 06 salles d'hospitalisation, 2 maternités, 4 CSPS réhabilités, 2 CSPS normalisés, 4 logements pour agents de santé, 3 PEA dans les communes et 5 latrines de 3 cabines pour CSPA de Kouka, Lankoué, Tougan, Sanaba, Bogandé et Fada N'Gourma. A la date du 31 décembre 2022, (i) la réhabilitation de 4 CSPA, les travaux de 02 maternité, les travaux de 4 logements, les travaux de 04 salles d'hospitalisation et la normalisation de 2 CSPA et 2 PEA sont achevées, (ii) les travaux de 4 latrines à 3 cabines sont suspendus pour des raisons sécuritaires et (iii) les travaux de 2 salles d'hospitalisation et 1 PEA sont en attente de réception provisoire.

8 Démarrer les travaux de réalisation d'infrastructures d'adduction d'eau potable : la réalisation concerne 09 forages PMH et 48 forages équipés de système de pompage solaire et thermique avec réservoir de stockage (Type PEA) dans les communes de Bomborokuy, Sanaba, Solenzo, Bogandé, Coalla et Manni. A la date du 31 décembre 2022, (i) 05 PMH et 38 PEA ont été réalisés et, (ii) 04 PMH et 10 PEA sont en cours de réalisation.

9 Réaliser des clôtures pour infrastructures sociales : les travaux ont concerné au total 9,075 km de clôtures pour des infrastructures des structures sanitaires et éducatives dans les communes de Kouka, Tougan, Lankoué et Bogandé. A la date du 31 décembre 2022, (i) 4,544 km de clôture sont achevés, (ii) 2,858km en cours de réalisation et (iii) 1,673 km de clôture suspendus pour raison sécuritaire.

10 Réaliser des infrastructures pour PDI : ces infrastructures concernent 2 latrines à 5 cabines et 2 forages PMH sur 2 sites pour les PDI de la commune de Bomborokuy, les travaux sont achevés et réceptionnés.

Les cartes ci-dessous permettent de visualiser la répartition spatiale des infrastructures réalisées dans les communes d'intervention du PUDTR.

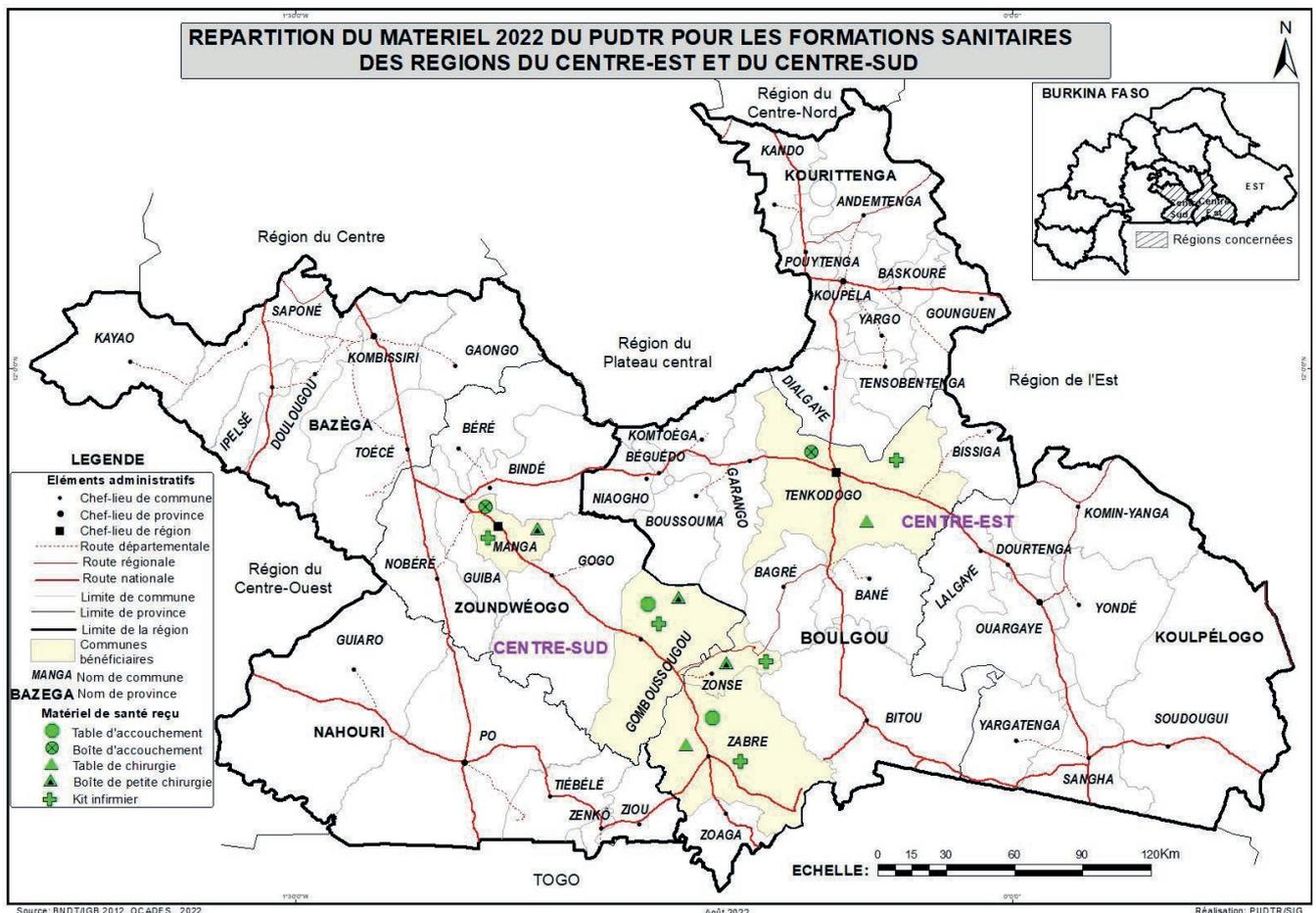
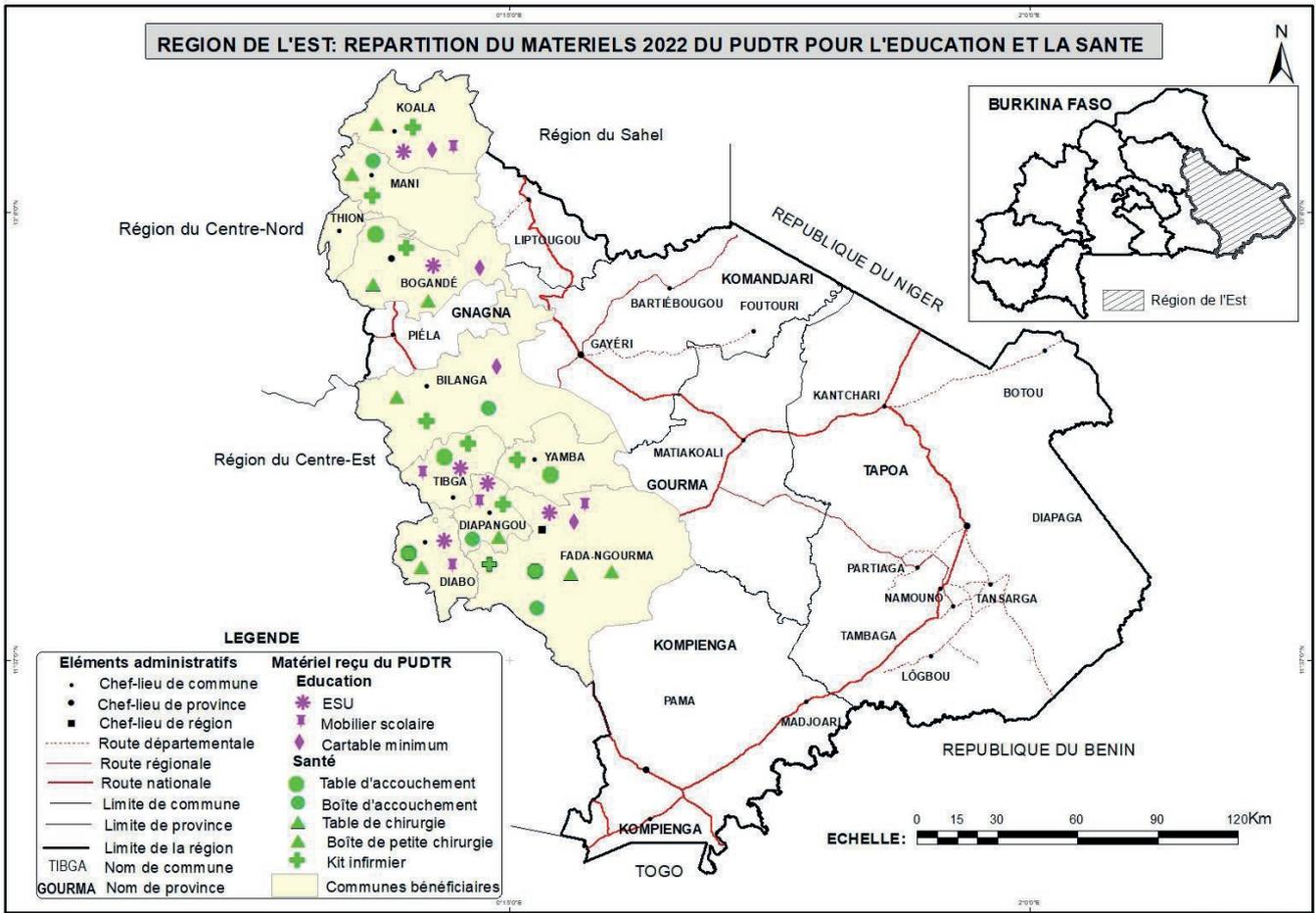


11 Des instruments de sauvegardes environnementale et sociale ont été ont été préparés en prélude à la réalisation des infrastructures et sont ainsi résumés :

Sous-projets	Instruments préparés		
	EIES	NIES	PAR
CEG	0	5	4
CSPS	0	4	3
CEG	0	4	3
CSPS	0	7	5
TOTAL	0	20	15

12 Pour contribuer à la fonctionnalité des infrastructures et au développement du capital humain, le projet a appuyé le domaine de l'éducation à travers l'acquisition de 5280 tables bancs, armoires, chaises dans le cadre de la normalisation des infrastructures. Les équipements acquis ont été livrés dans les communes concernées. Dans les communes inaccessibles, le matériel a été redéployé.

13 Par ailleurs, 237 899 documents pédagogiques, d'orientation scolaire et de conseil d'orientation scolaire ont été reproduits et livrés à la Direction de l'information, de l'orientation scolaire, professionnelles et des bourses (DIOSPB) en charge de les diffuser auprès des acteurs concernés. Il en est de même au niveau du Secrétariat technique de l'éducation en situation d'urgence (ST-ESU) qui a reçu 38 370 curricula ESU pour les acheminer aux acteurs de l'ESU. Cela s'est accompagné de la livraison du matériel ESU au niveau des directions régionales de l'éducation. Ce sont : 17 800 lampes solaires, 17 800 postes radio, 125 Clés USB 16 G, 62 Ordinateurs portables qui ont été acquis et distribués aux élèves et acteurs de l'éducation. Aussi, 11 124 manuels du post-primaire, 19 013 manuels du primaire et 18 Kits pédagogiques scientifiques ont été acquis et livrés au niveau régional en vue de renforcer la qualité des apprentissages. Concernant les 18 kits pédagogiques scientifiques il s'agit de mallettes sont composées d'outils de mathématiques, de science humaine (squelette, globe oculaires, dents) et de géographique (cartes, globe terrestre, boussole, etc.). Initialement destinées à la commune de Bilanga. Cependant, compte tenu contexte sécuritaire, elles ont été redéployées vers la commune de Bogandé qui accueille de nombreux élèves déplacés internes.



14 Enfin, 212 enseignants ont été formés en appui psychosocial des élèves affectés par les situations de crise (APS) du 26 au 30 juillet 2022.

15 S'agissant de l'acquisition du mobilier scolaire pour les 10 nouvelles communes, les spécifications techniques ainsi que les quantités ont été définies. Le marché est en cours et devra aboutir en début d'année 2023.

16 Le renforcement des alternatives éducatives s'est également matérialisé par la diffusion de 637 émissions à travers le programme d'éducation par la radio (PER) ayant touchées 529 élèves (dont 250 filles et 279 garçons) dans la Boucle du Mouhoun. La Direction de la radio télédiffusion éducative a été renforcée en matériel et équipement de diffusion pour lui permettre de mieux répondre aux attentes des élèves en matière de production et de diffusion de contenu éducatif numérique.

17 Pendant la même période au niveau de la santé, l'acquisition s'est focalisée sur le matériel médicotechnique des infrastructures réalisées à Bogandé notamment le hangar accompagnant, le service commun et le dispensaire du CSPS de Kankalsi et le hangar pour accompagnants du CSPS Secteur 1 de la même ville de Bogandé. Les offres ont été ouvertes et analysées. Le marché est en cours d'approbation.

18 Dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services, le Projet a réalisé des cash transferts au profit 29 136 bénéficiaires dont 27551 femmes et 1373 PDI pour d'un montant total de 3 998 132 250 FCFA dans neuf communes de la région de la Boucle du Mouhoun (Nouna, Dokuy, Sanaba, Bourasso, Bomborokuy, Yaba, Lankoué, Solenzo, Kouka).

19 Une ONG a été recrutée par le Projet filets sociaux pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement (sensibilisation des ménages) et le suivi des activités sur le terrain. Le consortium ONG Assosini-ADEFAD qui a été retenue dans la région de la Boucle du Mouhoun.

20 Un atelier d'immersion suivi d'une formation sur les mesures d'accompagnement a été organisé du 1er au 07 Août 2022 à Dédougou. L'atelier d'immersion avait pour objectifs de (i) présenter le projet à l'équipe de l'ONG ; (ii) présenter le mécanisme et le contenu des transferts monétaires et des mesures d'accompagnement à l'équipe de l'ONG ; (iii) présenter le mécanisme de gestion des plaintes et la gestion des risques VBC/EAS/HS à l'équipe de l'ONG et ; (iv) définir les prochaines étapes de mise en œuvre.

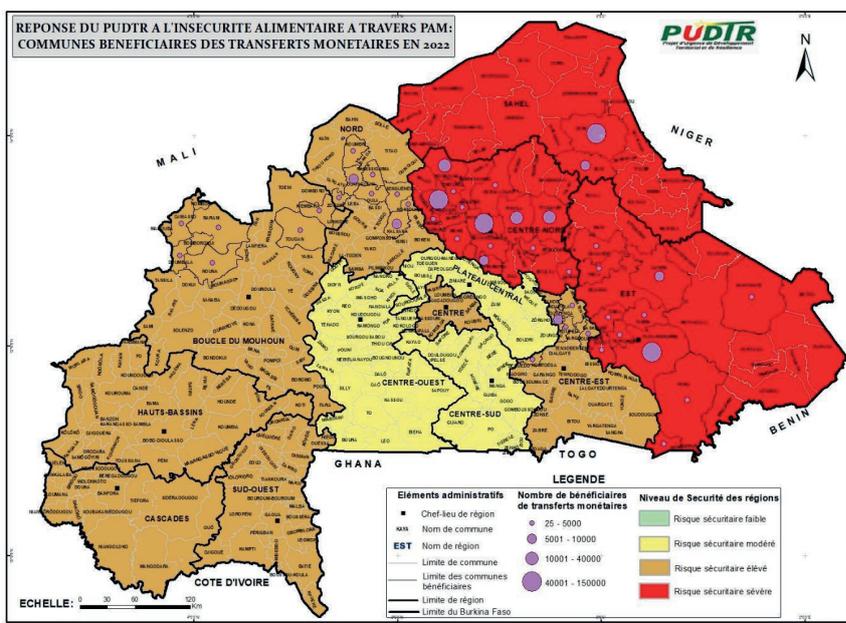
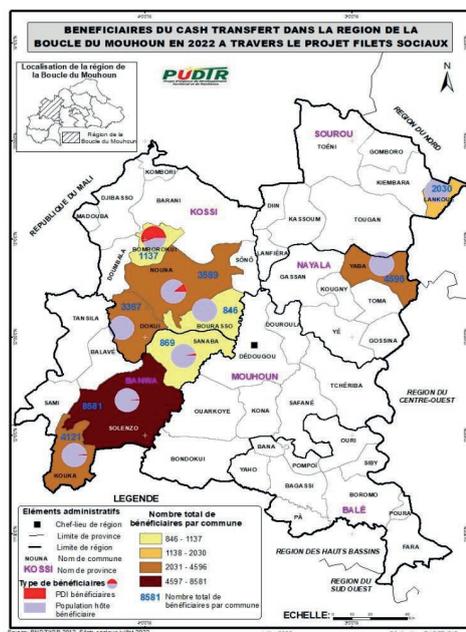
21 Des formations sur les mesures d'accompagnement ont été réalisées au profit de 57 personnes dont 45 animateurs, 04 superviseurs, 02 membres de l'équipe cadre de l'ONG,

04 Directeurs provinciaux de l'action sociale (Banwa, Kossi, Nayala, et Sourou) et 02 membres de l'équipe du PFS à la Boucle du Mouhoun. L'objectif visé était de renforcer les capacités des acteurs, et particulièrement les animateurs sur la méthodologie de mise en œuvre et de suivi des mesures d'accompagnement.

22 Les activités ont effectivement démarré avec des séances d'information communautaire (personnes ressources, leaders communautaires, administration publique et les services techniques déconcentrés). S'en est suivi la recherche des bénéficiaires suite au mouvement de déplacement des populations dû à l'insécurité. L'ONG a par ailleurs entamé le processus de constitution des groupes d'éducation et l'identification des mères leaders.

23 Le PUDTR a également effectué des cash transferts au profit des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure allant de juin à août 2022 à travers une convention signée le 08 juin 2022 avec le Programme Alimentaire Mondiale (PAM). Ainsi, 491 263 bénéficiaires dont 53,63% de femmes, ont effectivement reçu des transferts de cash pour un montant total de 8 906 919 000 F.CFA à raison de 7 000 FCFA par adulte par mois de juin à octobre 2022.

Les cartes ci-dessous présentent la répartition des bénéficiaires de transferts monétaires effectué par le PUDTR à travers ses partenaires que sont le PAM et le Projet Filets sociaux.

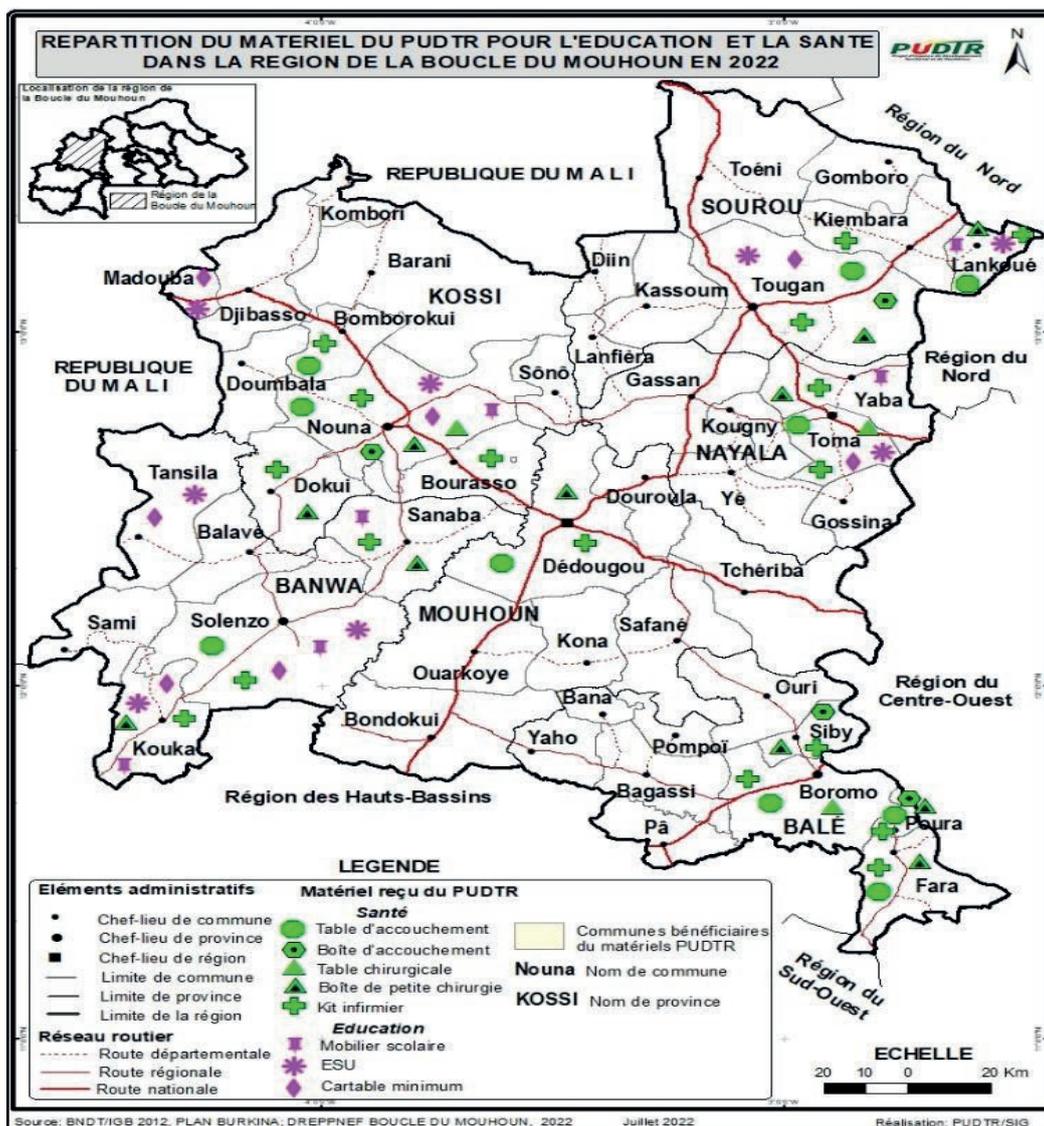


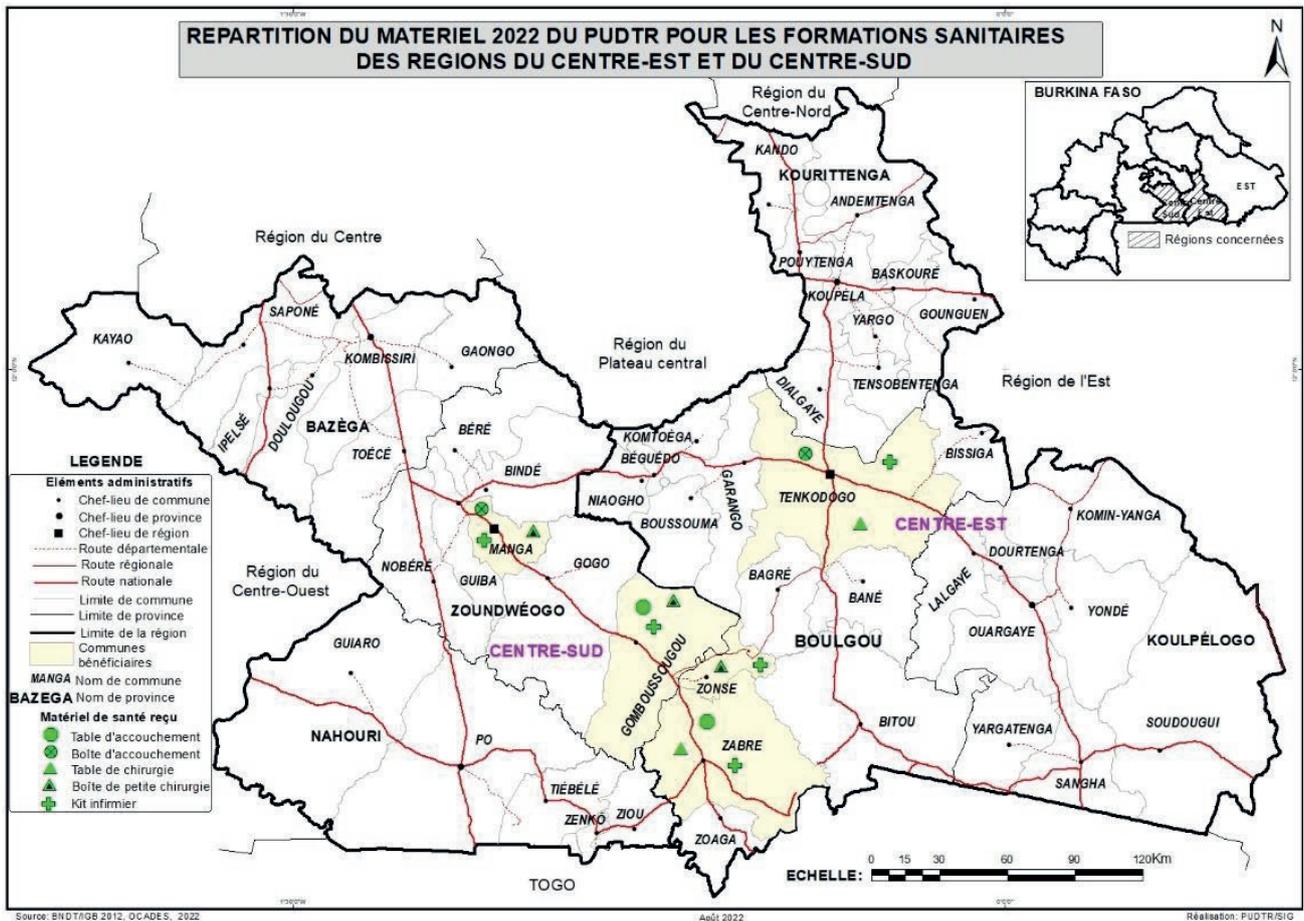
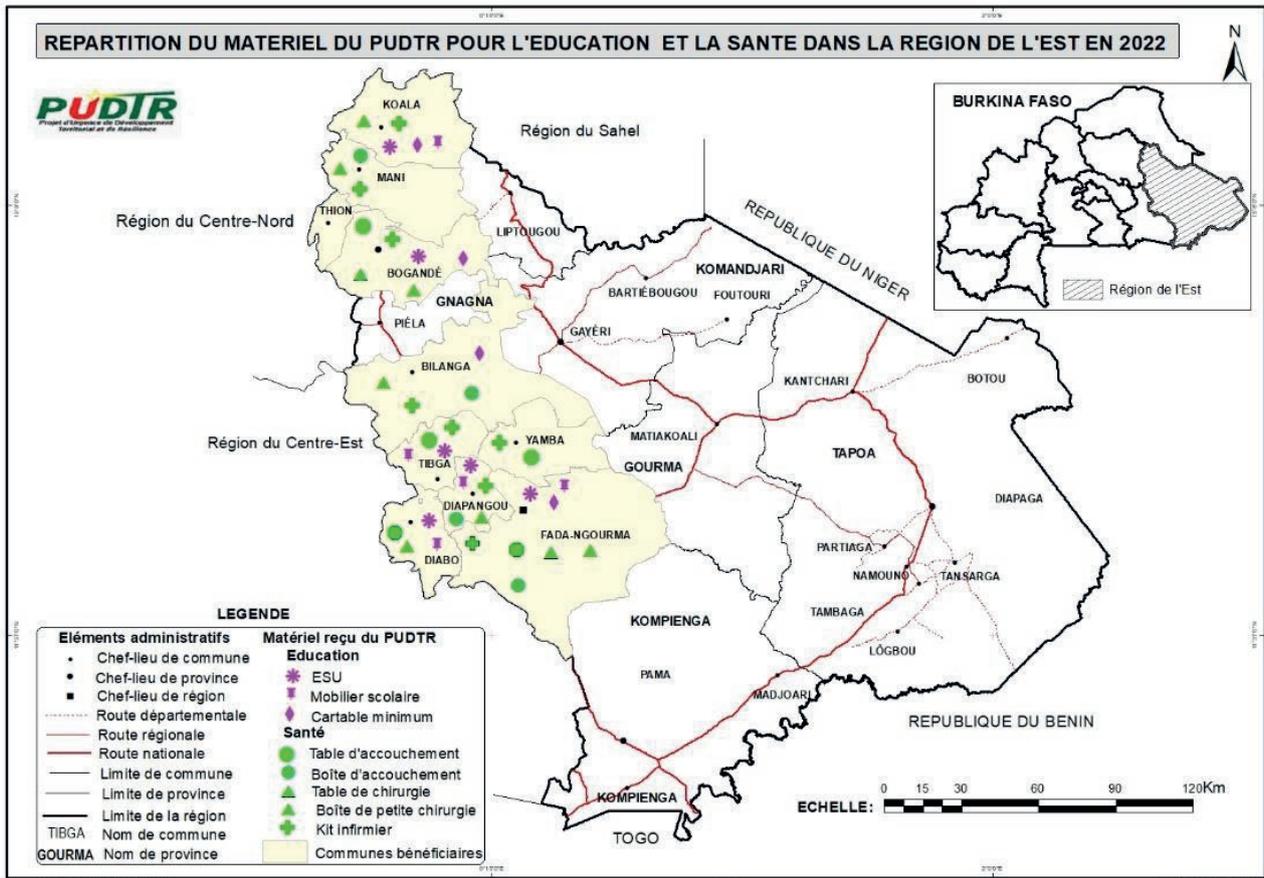
24 De l'appui à la protection de la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes et combattre les violences basées sur le genre, l'ONG Plan Burkina a été recrutée pour accompagner le Projet. Du matériel et moyens roulants ont été acquis et mis à la disposition de celle-ci pour permettre son déploiement sur le terrain. Les activités réalisées à travers l'ONG Plan Burkina ont

porté sur : (i) l'orientation des mentors des espaces sûrs des jeunes filles déscolarisées/non scolarisées les plus vulnérables de 10 à 24 ans (15 filles par espace) ; (ii) l'animation des espaces sûrs par les Mentors (y compris aménagement et équipement des espaces) , (iii) l'orientation des membres des écoles des futurs maris, (iv) l'animation des écoles des futurs maris par les animateurs ; (v) l'animation grand public ; (vi) l'identification et référencement des survivant-e-s de VBG ; (vii) l'acquisition et la mise à la disposition de 68 formations sanitaires divers matériels medicotechniques et 4680 kits de dignité et, le (viii) le suivi et évaluation des activités.

25 18 espaces de jeunes filles et 18 écoles de futurs maris ont été mis en place dans la zone d'intervention du projet. La mise en place de ces espaces sûrs a consisté à trouver avec la communauté et les jeunes en particulier, un cadre adéquat, accessible et sécurisé où les jeunes filles comme garçons peuvent se retrouver avec les animateurs et/ou mentors pour échanger sur des thématiques données en lien avec la SSR et les VBG. La mise en place de ces espaces sûrs s'effectue grâce à la collaboration entre animateurs et autres personnes ressources des services de l'action humanitaire et des agents de santé.

La répartition spatiale des dotations en matériel de santé et d'éducation dans la zone d'intervention du PUDTR est présentée comme suit :







Construction de salles de classe au secteur 7 de Tougan



La Salle de classe vue de l'intérieur



Construction et équipement de 2 salles d'hospitalisation au Centre Médical Urbain du secteur 1 de Fada N'Gourma



Forage communautaire avec système de pompe solaire sur le



Pompe à Motricité Humaine sur le site des PDI de Bomborokuy A

II-2 Bilan physique de la composante 2 « Amélioration de la connectivité physique et virtuelle et la résilience urbaine »

La mise en œuvre de cette composante contribuera à améliorer la connectivité physique et virtuelle des communes bénéficiaires et renforcera la résilience climatique des communes urbaines face aux défis que pose l'augmentation du nombre de personnes déplacées en assurant une prestation de services adéquate. Au 31 décembre 2022, les activités menées sont ainsi présentées :

Tableau n°3 : Situation d'exécution physique des activités de la composante

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
COMPOSANTE 2 : AMELIORATION DE LA CONNECTIVITE PHYSIQUE ET VIRTUELLE ET LA RESILIENCE URBAINE							
Sous Composante 1: Amélioration de la connectivité physique et virtuelle						33,10	
100	Réaliser une étude Technique et suivi contrôle de réalisation de pistes rurales	Piste (Km)	400	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Etudes achevées	40	Début du suivi contrôle pour mars 2023 après le recrutement des entreprises
101	Réaliser des études Techniques et suivi contrôle des travaux de construction de dalots	dalot	3	Kouka (Mawana et Siwi), Yaba	APD provisoire disponible	40	L'activité se poursuit
102	Réaliser une étude Technique et suivi contrôle pour construction d'ouvrage de franchissement	Unité	9	Kouka (7), Tougan (1), Yaba (1)	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raison sécuritaire
103	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la construction de pistes rurales	Km	200	Yaba, Tougan, Solenzo, Kouka, Fada, Dokuy, Coalla, Bourasso	Etudes achevées	50	Démarrage des travaux pour février 2023 après la validation des études de sauvegarde
104	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la construction de pistes rurales par la méthode HIMO	Km	100	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Bureaux d'études recrutés	15	Début des études pour janvier 2023
105	Réaliser des études techniques et suivi contrôle pour la construction du pont de Bagala	Unité	1	Nouna-Sanaba	Etudes suspendues	35	En attente du rapport des études géotechniques du LNBT

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
106	Réaliser les études et suivi contrôle des travaux pour le pavage de voiries	Km	29	Yaba 3; Kouka 3; Dokuy 3; Bourasso 5; Bomborokuy 10; Bilanga 5.	APD provisoire disponible	40	En attente du rapport des études géotechniques du LNBT
107	Réaliser les études et suivi contrôle des travaux pour le pavage de la gare routière de Tougan	Unité	1	Tougan	Activité en cours de réalisation	60	L'activité se poursuit
108	Réaliser 05 études d'impact environnementales et sociales pour l'aménagement de 400 Km de pistes rurales	Unité	5	Yaaba, Dokuy, Bomborokuy, Bogandé	Activité en cours de réalisation	80	3 rapports EIES provisoires sont disponibles
109	Réaliser 05 PAR pour les travaux d'aménagement de 400 Km de piste rurale	Unité	5	Yaaba, Dokuy, Bomborokuy, Bogandé	Activité en cours de réalisation	80	3 rapports PAR provisoires sont disponibles et ont fait l'objet de revue par l'UCP
110	Réaliser 03 études d'impact environnementales et sociales pour l'aménagement de 200 Km de pistes rurales/ AGETIB	Unité	3	Yaba, Tougan, Solenzo, Kouka, Fada, Dokuy, Coalla, Bourasso	Activité en cours de réalisation	95	3 Rapports provisoires revus par l'UCP, 1 par la banque mondiale
111	Réaliser 03 PAR pour les travaux d'aménagement de 200 Km de piste rurale/ AGETIB	Unité	3	Yaba, Tougan, Solenzo, Kouka, Fada, Dokuy, Coalla, Bourasso	Activité en cours de réalisation	95	Rapports provisoires disponibles en cours de d'analyse au niveau de l'équipe sauvegarde
112	Réaliser une NIES pour les travaux de construction du pont de Bagala/AGETIB	Unité	1	Nouna-Sanaba	Activité en cours de réalisation	90	Rapport disponible et a déjà fait l'objet de revue par l'UCP
113	Réaliser 2 NIES et 2 PAR pour les travaux de pavage de voiries/AGETIB	Rapports	4	Yaba; Kouka ;Dokuy; Bourasso ; Bomborokuy, Bilanga.	Activités en cours de réalisation	15	TDR élaborés et validés
114	Valider les études d'impact environnementale et sociale par l'ANEVE	Session	2	UCP/OUAGA	Activité non réalisée	0	Rapports définitifs non disponibles pour être validés par l'ANEVE
115	Réaliser une étude d'identification des besoins pour la connectivité virtuelle dans les zones d'intervention	Etude	1	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Activité en cours de réalisation	5	Le recrutement d'un expert du domaine est en phase de signature du contrat

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
116	Equiper les mairies en Kit complet/poste de travail ICIVIL	kit	56	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Bourasso, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Activité annulée
117	Equiper les centres de santé en Smartphone ICIVIL pour déclaration des naissances et des décès	Nombre	198	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Bourasso, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Activité annulée
118	Appuyer la mise en place d'Identifiants Uniques ICIVIL avec support carte pour l'enregistrement numérique des nouveau-nés de l'an 1 au sein des centres de santé	kit	103 000	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Bourasso, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Activité annulée
119	Appuyer la formation des acteurs pour l'implémentation de Icivil	Nombre	684	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Bourasso, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité non réalisée	0	Activité annulée
120	Réaliser les travaux de bitumage de 50 km à Bagré	Km	50	Bagré	Activité en cours de réalisation	50	Les travaux se poursuivent
121	Réaliser le suivi contrôle des travaux de bitumage de 50 km	Km	50	Bagré	Activité en cours de	50	Le suivi contrôle des travaux se poursuit

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
	à Bagré				réalisation		
122	Assurer les frais de fonctionnement composante Bagrépôle		3	Bagré	Activité réalisée	100	
123	Réaliser les travaux d'aménagement de Pistes	Piste (Km)	400	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Activité non réalisée	0	Etudes achevées Début du suivi contrôle pour mars 2023 après le recrutement des entreprises
124	Réaliser les travaux pour la construction de 3 dalots	Unité	3	Kouka (2), Yaba (1)	Activité non réalisée	0	Activité en phase APD
125	Réaliser les travaux de construction de pistes rurales	Km	200	Yaba, Tougan, Solenzo, Kouka, Fada, Dokuy, Coalla, Bourasso	Entreprises recrutées	10	Démarrage des travaux pour février 2023 après la validation des études de sauvegarde
126	Réaliser les travaux de construction du pont de Bagala	Unité	1	Nouna-Sanaba	Activité non réalisée	0	Etude technique en cours
127	Réaliser les travaux pour le pavage de voiries	Km	11	Yaba; Kouka; Dokuy	Activité non réalisée	0	Etude technique en cours
128	Réaliser les travaux pour le pavage de la gare routière de Tougan	Unité	1	Tougan	Activité en cours de réalisation	10	L'activité se poursuit
Sous Composante 2: Soutien à la résilience des villes secondaires						30,63	
129	Réaliser des études architecturales, Techniques et suivi contrôle des travaux des maisons des jeunes	Unité	16	Yaba 1 ; Tougan 2 ; Fada 6 ; Bogandé 2 ; Manni 1, Lankoué 1 ;Kouka 1 ;Coalla 1 ; Bourasso 1	APS disponible	30	La situation sécuritaire a ralenti la mise en œuvre des activités
130	Réaliser le suivi contrôle pour l'éclairage public avec l'énergie solaire	km	50	Solenzo, Nouna, Dokuy, Bomborokuy et Manni	Activité en cours de réalisation	20	L'activité se poursuit
131	Réaliser des études et suivi contrôle pour électrifier les bâtiments publics avec l'énergie solaire	Unité	33	Mairie (14), prefectures (14), hauts commissariats (5)	APD disponible	40	La situation sécuritaire a ralenti l'activité
132	Réaliser les études et le suivi contrôle pour la construction de maisons de la femme équipées en énergie solaire	Unité	5	Bomborokuy (1), Kouka (1), Solenzo (1), Yaba (1), Manni (1)	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raison sécuritaire
133	Réaliser les études et le suivi contrôle pour la réalisation de caniveau d'assainissement	km	25	Nouna (15), Bongandé (10)	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raison sécuritaire

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
134	Réaliser une étude Technique et suivi contrôle pour la réhabilitation de la Maison de la Femme de la Province du Sourou	Etude	1	Tougan	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raison sécuritaire
135	Réaliser les études et suivi contrôle des travaux de l'assainissement de la ville de Fada	Unité	1	Fada	Activité en cours de réalisation	60	L'activité se poursuit
136	Réaliser 01 NIES des travaux d'assainissement de la ville de Fada /AGETIB	Unité	1	Fada	Activité réalisée	100	Rapports disponibles
137	Réaliser 01 PAR des travaux d'assainissement de la ville de Fada	Unité	1	Fada	Activité réalisée	100	En attente de la validation du rapport par la Banque mondiale
138	Réaliser 3 NIES et 3 PAR pour la réalisation de caniveau d'assainissement	km	6	Nouna, Bongandé	TDR disponibles	15	Activité suspendue en raison de la situation sécuritaire
139	Valider les NIES et PAR par l'ANEVE	Rapports		Ouaga	Activité non réalisée	0	Rapports finaux non disponibles pour être validés par l'ANEVE
140	Réaliser les travaux de construction et équipées des maisons des jeunes	Unité	13	Yaba 1 ; Tougan 2 ; Fada 6 ; Bogandé 2 ; Lankoué 1 ; Kouka 1	Activité non réalisée	0	Etudes en cours de réalisation
141	Réaliser les travaux pour électrifier les bâtiments publics avec l'énergie solaire	Unité	33	Mairie, préfectures, hauts commissariats	Activité non réalisée	0	Etudes en cours de réalisation
142	Réaliser les travaux pour la construction et équipés de bâtiment de l'état civil	Unité	4	Bourasso(1)	Activité annulée	0	Activité annulée pour des raisons sécuritaires
143	Réaliser les travaux de l'assainissement de la ville de Fada	Unité	1	Fada	Activité en cours de réalisation	25	L'activité se poursuit
144	Assurer le fonctionnement AGETIB	Unité	1	UCP/OUAGA	Activité réalisée	100	
Taux d'exécution						31,86	

Les principales activités menées ont concerné :

26 La réalisation d'études techniques et le suivi contrôle pour l'aménagement de pistes rurales : 600 km de pistes devront être aménagées par le projet dont 200 km environ en partenariat avec l'AGETIB à travers un protocole signé le 28 juin 2021 et, le reste avec l'appui du Ministère des infrastructures et du désenclavement. La situation de l'évolution de ces dossiers se présente comme suit :

Pour les 400 Km, les études sont achevées et le DAO est disponible, les entreprises seront recrutées en janvier 2023 et les travaux sont prévus pour mars 2023.

Quant aux 200 Km à aménager par l'AGETIB, les études sont achevées et les entreprises ont été sélectionnées pour l'exécution des travaux. La date prévisionnelle pour le démarrage est février 2023 après validation des EIES et PAR par la Banque.

27 La réalisation d'études techniques pour la construction de dalots : il s'agit des études de 03 dalots dans les communes de Kouka et Yaba, les études APS ont été validées lors d'un atelier 20 juillet 2022 et les études APD sont disponibles et un atelier de validation est prévu en janvier 2023.

28 Le recrutement d'un prestataire pour la mise en œuvre des travaux d'aménagement d'environ 100km de pistes et de voiries par la méthode HIMO : les travaux HIMO concerne 100km de pistes rurales qui seront exécutés à travers l'AGETIB en collaboration avec le PTR/HIMO. Les bureaux d'études sont recrutés et le début de la prestation est prévu pour janvier 2023.

29 La réalisation d'études techniques pour la construction d'un ouvrage de franchissement à Bagala sur la RR24 : l'activité est réalisée en partenariat avec l'AGETIB, un cabinet a été recruté pour conduire les études qui ont démarré le 06 janvier 2022. Le rapport APS a été déposé le 02 février 2022 et validé en atelier le 10 février 2022. Le rapport APD est disponible et validé le 10 février 2022 par le comité technique, toutefois la Banque a demandé de suspendre la suite du processus qui devrait être le recrutement des entreprises en attendant la réalisation des études géotechniques par le LNBTP.

30 Le démarrage des travaux d'assainissement de la ville de Fada : cette activité concerne la réalisation de l'assainissement de la ville de Fada N'Gourma par la construction de 43 km de caniveaux. Les études sont achevées et les entreprises recrutées pour les travaux. Les travaux sont en cours de réalisation depuis le 03 octobre 2022 pour un délai de 7 mois.

31 La réalisation d'études pour l'éclairage public avec l'énergie solaire : le processus de recrutement des prestataires pour les travaux de fourniture, d'installation d'équipements et de mise en service de 50 km de lampadaires solaires photovoltaïques dans les communes de Nouna, Solenzo, Bomborokuy, Dokuy et Manni dans les régions de l'Est et de la Boucle du Mouhoun est achevé. Le marché est constitué de cinq lots. Des ordres de services ont été donnés aux prestataires pour le démarrage des travaux pour les quatre lots le 1er avril 2022 et un ordre de service a été transmis au prestataire du dernier lot pour démarrage les travaux le 08 août car en effet ce lot était infructueux lors du premier appel d'offres. Compte tenu de la dégradation de la situation sécuritaire dans les communes bénéficiaires, la Banque a autorisé des changements de sites dont les avenants sont en cours de signatures. Les nouvelles communes bénéficiaires sont Dédougou, Boromo, Tougan, Siby, Pourra, Fara, Diapangou et Diabo.

32 La réalisation d'études techniques pour le pavage de 29 km de voiries : cette activité

est réalisée à travers l'AGETIB. Un bureau d'études a été recruté pour conduire les études et le suivi contrôle des travaux. Le rapport préliminaire et le rapport APS ont été disponibles le 02 février 2022. Le dossier APD est disponible et un atelier de validation a eu le 26 août 2022. Toutefois l'étude a été suspendue compte tenu du fait que les études géotechniques à réaliser par le LNBTP pour le dimensionnement des chaussées ne sont pas disponibles.

33 La réalisation d'études techniques pour le pavage de gare routière de Tougan : cette est réalisée à travers l'AGETIB. Les études sont achevées et une entreprise a été recrutée pour la réalisation des travaux. L'entreprise a été installée en décembre 2022 pour un délai d'exécution de 06 mois.

34 La réalisation d'études techniques pour la construction de 16 maisons de jeunes : les études ont été entamées en mars 2022. Cependant, la dégradation de la situation sécuritaire a ralenti le déroulement de la mission. Les dossiers d'Avant-Projet Détaillé (APD) seront transmis le 15 janvier 2023 pour la tenue d'un atelier de validation des études en février 2023.

35 Dans le cadre de l'amélioration de la connectivité virtuelle, des termes de références (TDR) pour le recrutement d'un consultant en vue de mener une étude d'identification de dix (10) sites d'implantation des centres numériques communautaires ont été élaborés et validés par la Banque. Ce qui a permis de lancer le processus de recrutement du consultant qui est en phase de finalisation.

36 Les instruments de sauvegardes environnementale et sociale préparés pour la réalisation des infrastructures sont ainsi résumés :

Sous-projets	Instruments préparés		
	EIES	NIES	PAR
Pistes rurales	1	0	1
Pistes rurales	3	0	3
Pistes rurales	4	0	4
Pont de Bagala	0	1	0
TOTAL	8	1	8



Atelier de validation des études techniques pour la construction d'un ouvrage de franchissement à Bagala (10 Février 2022)



Travaux d'assainissement de la ville de Fada N'Gourma



Travaux de construction et de bitumage de routes dans la commune de Bagré

II-3 Bilan physique de la composante 3 « Relance économique communautaire et autonomisation »

Cette composante vise à relancer l'économie locale, en créant des opportunités d'emploi pour les jeunes, les femmes dans les communes sélectionnées. Le bilan de la mise en œuvre des activités programmées se présente comme suit.

Tableau n°4 : Situation d'exécution physique des activités de la composante 3

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
COMPOSANTE 3 : RELANCE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE ET AUTONOMISATION							
Sous Composante 1: Soutien à la résilience des ménages						85	
145	Réaliser des études d'identification des opportunités d'AGR dans la zone cible	Etude	1	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité réalisée	100	Rapport final disponible
146	Former les bénéficiaires en thématiques diverses (techniques de production, comptabilité simplifiée, recherche de débouchés, embouches, etc.)	Nombre de session	10	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité réalisée	40	Quatre sessions de formation ont été réalisées avec le concours du PTMEI
147	Réaliser une étude d'identification des activités d'accompagnement aux bénéficiaires de transfert monétaires (filets sociaux productifs) dans la zone d'intervention du projet	Contrat	1	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Activité réalisée	100	Le rapport final est disponible
148	Réaliser des transferts productifs à au moins 1000 bénéficiaires y compris des PDI (kit d'animaux, SPAI, équipements, produits vétérinaires, semences)	Nombre de bénéficiaire	1000	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan, Boromo, Fara, Poura, Siby, Dédougou, Toma, Diabo, Diapangou, Tibga, Yamba	Des fiches de projets ont été réalisées avec 19 associations bénéficiaires. La banque a amendé ces fiches et formulé des recommandations	40	Des informations complémentaires demandées par la banque ont été collectées, La prise en compte est en cours afin d'élaboration des plans d'actions opérationnelles au plus tard fin janvier
149	Mettre à disposition des producteurs des engrais subventionnés	Nombre communes	250	250 Communes des Treize régions du Burkina Faso	Activité réalisée	100	Au total 17237 tonnes d'engrais ont été distribués à 58392 producteurs, toutes catégories confondues (Homme, femme, jeune, PDI etc.). Le rapport de l'opération est disponible

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
150	Distribuer des semences améliorées par AGRODIA au profit des producteurs dans le cadre du mécanisme de distribution électronique d'intrants aux producteurs « Agri-voucher » campagne agricole 2022/2023	Nombre communes	250	250 Communes des Treize régions du Burkina Faso	Activité réalisée	100	21027 producteurs ont bénéficié de 1159 tonnes de semences pour la production de campagne humide 2022. Le rapport de l'opération est disponible
151	Fournir des services de transfert monétaire par ORANGE pour le paiement des parts producteurs dans le cadre de la fourniture et la distribution électronique d'engrais et de semences selon le mécanisme « Agri-voucher » au titre de la Campagne humide 2022- 2023	Nombre communes	250	250 Communes des Treize régions du Burkina Faso	Activité réalisée	100	
152	Acquérir des semences certifiées améliorées au profit des producteurs pour la Campagne agricole 2022- 2023	Nombre communes	250	250 Communes des Treize régions du Burkina Faso	Activité réalisée	100	Le rapport de l'opération est disponible
Sous Composante 2: Construction et réhabilitation des infrastructures productives et marchandes						34,14	
153	Réaliser le suivi contrôle des travaux relatifs à la construction de nouvelles infrastructures économiques	Etude	168	Yaba, Solenzo, Sanaba, Nouna, Lankoue, Kouka, Bomborokuy, Bilanga, Bogandé, Koala, Fada, Bourasso, Dokuy, Manni, Tougan	Activité en cours de réalisation	30	Suivi contrôle de 125 boutiques achevées
154	Réaliser les études et le suivi contrôle des travaux relatif à la construction de la salle polyvalente de Fada N'Gourma	Etude	1	Fada	Etudes achevées	45	En attente de l'ANO de la banque sur le DAO et du permis de construire pour le recrutement des entreprises
155	Réaliser les études et le suivi contrôle travaux pour la construction et équipés de 2 centres de tissage pour femmes à Bomborokuy et Yaba	Nombre	1	Bomborokuy; yaba	APD disponible	40	La situation sécuritaire a ralenti la mise en œuvre des activités

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
156	Réaliser les études et le suivi contrôle des travaux pour la construction et équipé de 2 unités de transformation et commercialisation de PFNL et d'une laiterie	Etude	1	Kamiankoro(1); Sanaba (1), Dokuy (1)	APD disponible	40	La situation sécuritaire a ralenti la mise en œuvre des activités
157	Réaliser les études et le suivi contrôle pour la réalisation de magasins (stockage et warrantage)	Unité	6	Dokuy (1), Nouna (1), Kouka (1), Lankoué (1), Solenzo (1), Yaba (1)	Activité non réalisée	0	TDR en attente d'ANO de la Banque
158	Réaliser les études et le suivi contrôle pour la réhabilitation et construction de marché à bétail	Unité	3	Dokuy (1), Kouka (1), Bogandé (1)	Etudes achevées	40	La situation sécuritaire a ralenti la mise en œuvre des activités
159	Réaliser les études et le suivi contrôle pour la construction d'une aire d'abattage	Unité	1	Nouna	Etudes achevées	40	La situation sécuritaire a ralenti la mise en œuvre des activités
160	Réaliser les études et le suivi contrôle pour la construction de parc à vaccination	Unité	4	Nouna	Etudes achevées	40	La situation sécuritaire a ralenti la mise en œuvre des activités
161	Réaliser le suivi-contrôle pour les travaux d'aménagement de sites maraichers	ha	19	Lankoue(16); Bomborokouy(3);	Activité en cours de réalisation	20	L'activité se déroule uniquement dans la commune de Lankoué
162	Réaliser le suivi-contrôle pour les travaux pour l'aménagement de basfonds	ha	380	Yaba,Dokuy, Sanaba,Nouna, Coalla	Bureaux de contrôle recrutés	10	En attente de la validation du rapport de SSE par la Banque mondiale le démarrage des travaux
163	Réaliser 04 NIES et 01 PAR pour la construction de 4 gares routières	Unité	5	Nouna, Bomborokuy,Kouka, Yaba	Activité en cours de réalisation	68	Rapports provisoires disponibles mais de qualité non acceptable
164	Réaliser 03 NIES et 03 PAR pour la construction de 3 aires d'abattage et 2 marchés à bétail	Unité	6	Bomborokuy (2), Boussaro(1) + Sanaba, Bourasso	Activité en cours de réalisation	38	Activité suspendue pour raisons sécuritaires

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
165	Réaliser 04 NIES et 02 PAR pour la construction de 4 marchés	Unité	6	Coalla, Manni, Fada secteur 7, Tougan secteur 7	Activité en cours de réalisation	95	3 Rapports provisoires de NIES et 1 Rapport provisoire PAR disponibles. 1NIES et 1 PAR du marché de coalla annulés pour raison de sécurité
166	Réaliser 2 NIES pour la construction et équipement de 2 unités de transformation et de commercialisation de PFNL à Kamiankoro et Kouka	Nombre	2	Kamiankoro(1); Kouka(1)	Screening réalisé	0	Activité suspendue pour raisons sécuritaires
167	Réaliser 01 NIES pour la réalisation de laiterie	Nombre	1	Dokuy	Screening réalisé	0	Activité suspendue pour raisons sécuritaires
168	Réaliser 02 NIES pour la construction et équipement de 2 centres de tissage pour femmes à Bomborokuy et Yaba	Nombre	2	Bomborokuy, Yaba	Screening réalisé	0	Activité suspendue pour raisons sécuritaires
169	Réaliser 01 NIES pour la réalisation d'une unité de transformation d'aliment pour bétail	Nombre	1	Dokuy	Screening réalisé	0	Activité suspendue pour raisons sécuritaires
170	Réaliser 4 NIES et 4 PAR pour la réhabilitation et construction de marché à bétail	Nombre	3	Dokuy (1), Kouka (1), Bogandé (1)	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raisons sécuritaires
171	Réaliser 1 NIES et 1 PAR pour la construction d'une aire d'abattage (1)	Nombre	2	Nouna (4+1)	Activité non réalisée	0	Activité suspendue pour raisons sécuritaires
172	Réaliser 13 NIES, et 3 EIES pour l'aménagement de 380 ha de bas-fonds/ SONATER	Unité	16	Yaba (60ha), Sanaba (175ha), Dokuy (50ha), Solenzo (20ha), Kouka (25ha), Bilanga (50ha)	Activité en cours de réalisation	90	9 rapports disponibles et déjà fait l'objet de revus par l'UCP et la BM.

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
173	Réaliser 16 PAR pour l'aménagement de 380 ha de bas-fonds/ SONATER	Unité	16	Yaba (60ha), Sanaba (175ha), Dokuy (50ha), Solenzo (20ha), Kouka (25ha), Bilanga (50ha)	Activité en cours de réalisation	95	9 rapports disponibles et déjà fait l'objet de revus par l'UCP et la BM. Les Consultants sont en train de finaliser les rapports
174	Réaliser enquêtes socioéconomiques et inventaires floristiques pour l'aménagement de 11 périmètres maraichers / SONATER	Unité	11	Lankoué(16ha),Sanaba (16ha),Bomborokuy (6ha), Bourasso (8ha), Coalla (4ha)	Activité réalisée	100	Des inventaires socioéconomiques ont été réalisés en lieu et place des PAR et les PAP ont été compensées au niveau des communes de Lankoué et Bomborokuy
175	Valider les études d'impact environnemental et social par l'ANEVE	Session		UCP/OUAGA	Activité non réalisée	0	Rapports finaux non disponibles pour être validés par l'ANEVE
176	Réaliser les travaux relatifs à la construction de nouvelles infrastructures économiques	Nombre	168	15 communes	Activité en cours de réalisation	30	125 boutiques ont été réalisées
177	Réaliser les travaux relatifs à la construction de la salle polyvalente de Fada N'Gourma	Nombre	1	Fada	Activité non réalisée	0	En attente de l'ANO de la banque sur le DAO et du permis de construire pour le recrutement des entreprises
178	Réaliser les travaux pour l'aménagement de basfonds	ha	200	Yaba,Dokuy, kouka, solenzo	Prestataires recrutés	15	En attente de la validation du rapport de SSE par la Banque mondiale le démarrage des travaux
179	Réaliser des travaux d'aménagement de sites maraichers	ha	19	Lankoué(16); Bomborokuy(3)	Activité en cours de réalisation	20	Activité suspendue dans la commune de Bomborokuy pour raisons sécuritaires
180	Assurer le fonctionnement de SONATER	Contrat	1	UCP/OUAGA	Activité réalisée	100	
Taux d'exécution						59,57	

37 Afin de permettre un meilleur accompagnement pour le développement d'activités génératrices de revenus (AGR), deux études importantes ont été conduites. Elles ont abouti à des recommandations pour l'appui aux AGR.

La première étude a porté sur l'identification des opportunités d'AGR dans la zone du projet. Cette étude a servi de base à la seconde qui s'est intéressée aux filets sociaux productifs en définissant les activités d'accompagnement (AGR) aux bénéficiaires de cash transfert dans la zone du projet. Ainsi, pour la mise en œuvre des filets sociaux productifs, des concertations ont été entamées avec le Projet filet sociaux et l'équipe de la Banque afin d'harmoniser la vision et les outils pour plus d'impact sur le terrain. Un prestataire compétent dans la mise en œuvre des AGR sera recruté afin d'accompagner le PUDTR. Des termes de référence y relatif sont élaborés.

38 Toutefois, parallèlement aux études 20 associations de la zone (dont 12 dans la Boucle du Mouhoun et 8 à l'Est) dotées d'expérience en matière d'AGR ont été identifiées pour bénéficier de l'accompagnement du projet. Cette activité est conduite dans le cadre d'un protocole de collaboration avec le Programme de Transformation et de Modernisation de l'Economie Informelle (PTMEI). 19 associations ont été formées en développement d'AGR, comptabilité simplifiée et suivi évaluation ; la dernière association de la Boucle du Mouhoun qui n'a pas pris part aux sessions de formation l'a été du fait de l'insécurité. Les différentes sessions de formation ont été assorties de l'élaboration de fiches de projet qui ont été soumis à l'appréciation de la Banque. Des informations complémentaires requis par la Banque ont été collectées afin de peaufiner les fiches de projet d'AGR et de les assortir de plan d'action opérationnels.

39 Outre l'appui aux AGR, le projet a acquis et mis à la disposition des producteurs, des intrants agricoles (semences et engrais) dans le cadre de l'amélioration de la productivité agricole.

Cette opération a été réalisée avec la collaboration des directions techniques du MARAH (DGPA, DSI, DGESS), l'Union Nationale des Producteurs Semenciers du Burkina, AGRODIA, ORANGE Burkina.

40 Ainsi, trois (03) conventions ont été signées avec ces partenaires pour l'acquisition et la distribution des intrants prévus pour le campagne agricole 2022-2023.

41 Au total, 1159 tonnes de semences toutes variétés confondues (Riz, Maïs, Sorgho, Mil, Niébé, Sésame, Vouandzou, Soja etc.) et 17237 tonnes d'engrais (NPK 15-15-15 et UREE 46%N) ont été acquis.

Le nombre de producteurs atteints par ces actifs et services agricoles est de 58392 pour les engrais et 21027 pour les semences.

42 Un atelier bilan de l'opération a été réalisé avec la participation de l'ensemble des parties prenantes (Projet, MARAH, Partenaires techniques, Bénéficiaires etc.). Cet atelier a permis de faire le point de l'opération, analyser les difficultés rencontrées et proposer des solutions. L'atelier a abouti à l'adoption d'une feuille de route pour la campagne avenir. Un rapport global de l'opération a été rédigé par la DGPA.

43 Des études techniques d'actualisation relatives à la construction de nouvelles infrastructures économiques ont été réalisées et concernent 04 gares routières, 05 marchés et halls de marché, 125 boutiques de rues, 02 marchés à bétails, 02 magasins de stockages, 03 aires d'abattage, 02 hangars de marchés, 02 parcs vaccination et 01 salle polyvalente). Les études sont terminées et les dossiers techniques sont disponibles à part pour la salle polyvalente où un permis de construire est nécessaire. Pour ce qui concerne les 125 boutiques les travaux sont achevés. Quant aux gares routières et aux marchés, ils seront réalisés à travers l'agence ACOMOD avec qui le PUDTR a signé une convention le 03 juin 2022. Les entreprises ont été recrutées. Le démarrage des travaux est prévu pour le mois de janvier 2023 après la validation du rapport de mise en œuvre des PAR par la Banque.

44 Des études techniques ont été réalisées pour l'aménagement de 380 ha de basfonds à travers la SONATER avec qui un protocole a été signé le 28 juin 2021. Les études sont achevées et les entreprises ont été recrutées en juin 2022 qui préparent les dossiers d'exécution. La date prévisionnelle pour le démarrage de travaux est janvier 2023 après la validation du rapport de mise en œuvre des PAR par la Banque.

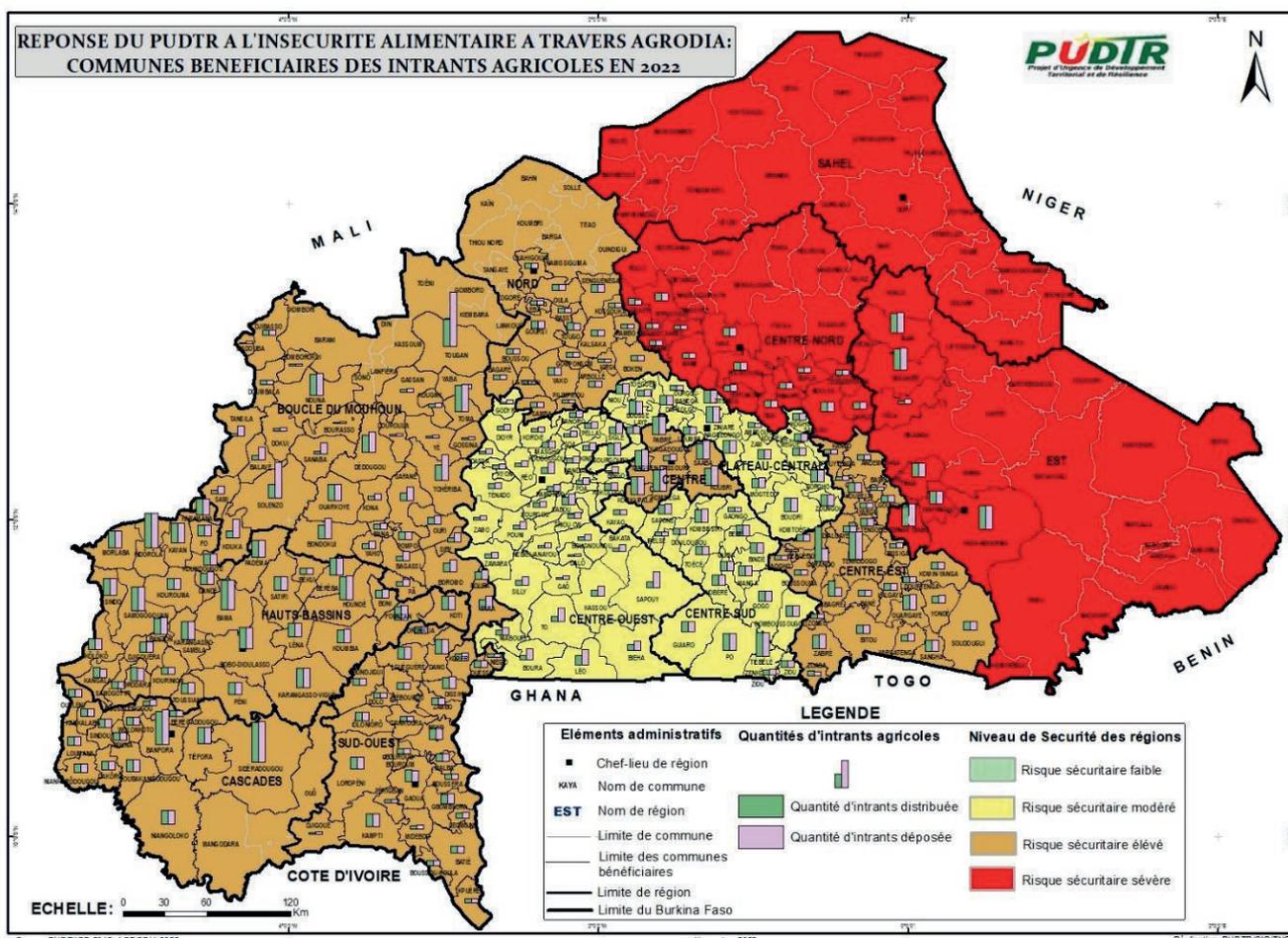
45 En outre, des études techniques ont été réalisées pour l'aménagement 33 ha de périmètres maraichers dans les communes de Bomborokuy, Sanaba, Lankoué, Bourasso et Coalla. Les entreprises ont été recrutées en juin 2022. Cependant, compte tenu de la situation sécuritaire, les travaux n'ont pu démarrer que dans la commune de Lankoué et concernent 13,30 ha à aménager.

46 Enfin, des études sont en cours de réalisation pour la construction de 03 unités de transformation à savoir 02 unités pour les produits forestiers non ligneux (PFNL), 01 une unité pour les aliments pour bétails et une laiterie. Les études ont démarré en mars 2022 et les dossiers d'Avant-Projet Détaillé (APD) sont disponibles. Un atelier de validation des études est prévu en janvier 2023.

47 Les études E&S réalisés en rapport avec cette composante se rapporte aux marchés, à la salle polyvalente, aux bas-fonds à aménager et les gares routières. A la date d'élaboration du présent rapport, on note la réalisation de : (i) 03 NIES et 01 PAR pour la

construction de marchés à Fada, Manni et Tougan, (ii) 9 EIES/NIES et 8 PAR pour l'aménagement des bas-fonds, (iii) 01 NIES pour les travaux de construction d'une salle polyvalente à Fada et 01 Evaluation sociale (ES) pour l'aménagement de 11 périmètres maraîchers dans les communes de Lankoué et de Bomborokuy. Un total de 16 NIES, 9 PAR et ES a été réalisé.

La carte ci-dessous donne la répartition spatiale de la distribution des intrants agricoles.





Formation des enquêteurs pour l'étude d'identification des opportunités d'AGR (6 et 7 avril à Ouaga)



Atelier d'identification des besoins et des modalités d'accompagnement des bénéficiaires des AGR (16 et 17 juin à Ouaga)



Signature de convention avec l'UNPSB pour l'acquisition et la distribution de semences améliorées (31 mai à Ouaga)



Distribution d'engrais au profit des producteurs



Distribution de semences aux producteurs



Acquisition de vivres pour la période de soudure et reconstitution du stock d'intervention de la SONAGESS

II-4 Bilan physique de la composante 4 « Engagement citoyen et Gestion du projet »

L'état de mise en œuvre des activités programmées au titre de cette composante est la suivante :

Tableau n°5 : Situation d'exécution physique des activités de la composante 4

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
COMPOSANTE 4 : ENGAGEMENT CITOYEN ET GESTION DU PROJET							
Sous Composante 1: Engagement citoyen et renforcement de la présence de l'Etat						55,48	
181	Former les communes bénéficiaires en matière de gouvernance locale (Gestion des finances locales, exécution et suivi de la commande public)	Session	2	25 communes d'intervention	Activité non réalisée	0	Activité supprimée pour raison d'insécurité
181	Acquérir du matériel informatique au profit des services techniques déconcentrés partenaires	Kit	25	25 communes d'intervention	Activité en cours de réalisation	40	Les services techniques de l'action sociale ont reçu du matériel informatique et du mobilier de bureau
182	Appuyer la tenue des Cadres de Concertation au niveau local	Nombre	30	25 communes d'intervention	Activités en cours de réalisation	50	Appui à la tenue de 15 cadres au niveau local
183	Mettre en œuvre les activités d'engagement citoyen à travers l'ONG recrutée	Protocole	1	25 communes d'intervention	Activités en cours de réalisation	75	Depuis le lancement de ses activités (juillet 2022), l'ONG recrutée (Labo Citoyennetés) a entièrement réalisé 7 activités, 4 sont en cours de réalisations et 2 sont en attente de démarrage. Il faut noter que les 2 activités en attente, dépendent des 4 en cours de réalisation.
184	Organiser 2 ateliers régionaux d'information sur l'engagement citoyen	nombre	2	15 communes d'intervention	Activité réalisée	100	
185	Réaliser et diffuser des émissions radiophoniques sur les objets et enjeux de travail du PUDTR	nombre	90	15 communes d'intervention	Activité en cours de réalisation	50	10 radios ont été identifiées pour la réalisation des émissions et les thèmes retenus sont les suivants : une présentation du PUDTR, une présentation du MGP, une présentation du suivi communautaire et

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
							rôle des OSC, le mécanisme de reddition des comptes et dialogue public. Les émissions sont en cours de réalisation et de diffusion et se poursuivront jusqu'en fin décembre
186	Organiser des théâtres forum sur les objets et enjeux de travail du PUDTR	Nombre	90	15 communes d'intervention	Activité non réalisée	5	TDR disponible mais L'activité a été reporté pour 2023
187	Mettre en place des panels de suivi citoyen dans les 15 communes	Nombre	15	15 communes d'intervention	Activité réalisée	100	Compte tenu du contexte sécuritaire, les ateliers de la mise en place des panels s'est faite au niveau régional et non communal
188	Organiser au profit des OSC partenaires 2 ateliers régionaux de formation sur l'engagement citoyen	Nombre	2	15 communes d'intervention	Activité réalisée	100	
189	Animer 15 ateliers de mise en place de cellules MOS	Nombre	15	15 communes d'intervention	Activité réalisée	100	Compte tenu du contexte sécuritaire, les ateliers pour la mise en place des cellules MOS se sont tenus au niveau régional et non communal
190	Faciliter la tenue et l'animation des journées de dialogue dans chaque commune d'intervention	Nombre	15	15 communes d'intervention	Activité non réalisée	0	Activité reprogrammée pour 2023
191	Mettre en place et animer un système de suivi et d'alerte sur les conflits communautaires	Nombre	15	15 communes d'intervention	Activité non réalisée	0	Activité reprogrammée pour 2023
192	Acquérir des fournitures, équipements et matériel informatique au profit de l'ONG engagement citoyen	Nombre	114	Ouaga	Activité réalisée	100	
193	Acquérir du matériel roulant (véhicules)	Nombre	2	Ouaga	Activité réalisée	100	
194	Appuyer les communes à élaborer ou actualiser leurs Plans de développement	Nombre	10	25 communes	Activité en cours de réalisation	15	Une note méthodologique a été élaborée pour accompagner les communes dans cet exercice. Elle devrait être mise en œuvre en collaboration avec l'ONG Laboratoire citoyenneté mais le contexte socio politique et sécuritaire a ralenti

N°	Activités prévues	UNITES	Nombre prévu	LOCALITES	Réalisation au 31 décembre 2022	Taux d'exécution (%) au 31 décembre 2022	Observations/analyse écart (difficultés et/ou perspectives)
							la mise en œuvre
195	Appuyer les collectivités à l'élaboration des schémas d'aménagement et de développement durable	Nombre	3	25 communes	Activité en cours de réalisation	15	Une note méthodologique a été élaborée pour accompagner les communes dans cet exercice. Elle devrait être mise en œuvre en collaboration avec la DGDG mais le contexte socio politique et sécuritaire a ralenti la mise en œuvre
196	Appuyer la structuration des comités communaux, locaux et national de gestion des griefs, des conflits et plaintes	Nombre	210	25 communes	Activité réalisée	100	Activité réalisée pour les 15 communes
197	Renforcer les capacités des comités communaux, locaux et nationaux de gestion des griefs et des plaintes	Session	10	10 nouvelles communes	Activité en cours de réalisation	15	TDR élaborés et validés
198	Acquérir des registres et autres fournitures de bureau au profit des comités communaux et locaux pour la gestion des griefs, des conflits et plaintes	Nombre	187	25 communes	Activité en cours de réalisation	60	Activité réalisée pour les 15 communes
199	Appuyer la fonctionnalité (session, sortie de terrain et frais de communication) des comités communaux de gestion des griefs, des conflits et plaintes	ff	25	25 communes	Activité réalisée	50	Mise à disposition des frais de fonctionnement (communication, frais de tenu des sessions) aux COGEP pour les deux premiers trimestres
200	Gérer les plaintes émanant du projet au niveau local, régional et national	Plainte gérée	25	25 communes	Activité en cours de réalisation	90	L'activité se poursuit
Sous Composante 2: Gestion du Projet						70	
201	Assurer la gestion du projet				Activité réalisée	70	
Taux d'exécution						62,74	

48 Dans le cadre de la sous composante « Engagement citoyen et renforcement de la présence de l'Etat », le Projet a recruté l'ONG Laboratoire Citoyennetés pour la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen du PUDTR. Le contrat a été signé en février 2022. Les concertations ont permis de s'accorder sur le plan d'action à mettre en œuvre. Les premières activités d'information / sensibilisation ont été réalisées au cours du mois de juillet 2022.

49 Suite aux ateliers d'information, l'ONG a procédé au recrutement d'organisations de la société civile (OSC) pour assurer le suivi communautaire de la mise en œuvre du projet au niveau local. Elles ont bénéficié d'une formation sur le suivi communautaire et sur la collecte de données entrant dans le cadre du suivi des travaux de réalisation des infrastructures, les 10,17,18 novembre respectivement dans les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est. Ce qui a permis leur déploiement sur le terrain pour la phase de collecte des données réalisée du 23 au 29 novembre 2022. Cette collecte a concerné 38 sous projets dans la région de l'Est et 39 sous projets dans la région de la Boucle du Mouhoun. Les données sont en traitement par l'ONG Laboratoire Citoyennetés et seront transmises à l'UCP pour utilisation.

50 Par ailleurs dans le souci de garantir la bonne gestion, l'entretien et la durabilité des infrastructures, Laboratoire Citoyennetés a mis en place des cellules d'appui à la maîtrise d'œuvre sociale (MOS) dans les communes d'intervention du PUDTR. Les membres de la cellule MOS de la région de l'Est ont bénéficié d'un renforcement de capacité sur leurs rôles, la démarche MOS, les outils et travaux de la MOS le 14 décembre 2022. La même formation a également été dispensée aux membres de la cellule MOS de la région de la Boucle du Mouhoun le 21 décembre 2022.

51 Le Projet a appuyé au cours de l'année, l'organisation de cadres de concertation au niveau local. Deux sessions de cadres régionaux de dialogue ont été tenues dans la région de l'Est respectivement le 09 février et 19 juillet 2022 et une dans la région de la Boucle du Mouhoun le 08 février 2022.

52 Quant aux cadres de concertation provinciaux, il faut noter la tenue de dix cadres de concertation provinciaux dans les régions de la Boucle du Mouhoun (06) et de l'Est (04). Ceux-ci ont été l'occasion de présenter l'état d'avancement des activités et inviter les bénéficiaires à plus d'engagement dans la mise en œuvre du PUDTR dans leurs localités.

Au titre des activités de gestion du projet, les concertations avec les parties prenantes ont permis de nouer des partenariats avec des structures que sont le ministère en charge de l'action humanitaire, le ministère en charge de l'éducation nationale, l'ANEVE, la CAMEG, etc. Ces protocoles ont servi de cadre pour l'exécution de certaines activités en lien avec les domaines de compétences de chaque département ministériel concerné par le projet.

Des rencontres d'échanges avec les acteurs locaux bénéficiaires du Projet ont été réalisées au cours de l'année. Ainsi, un atelier d'échanges avec les maires des dix nouvelles communes d'intervention du Projet a eu lieu le 13 janvier 2022 à Ouagadougou et a connu la participation

de tous les acteurs concernés. L'objectif visé était de sensibiliser et d'informer ce groupe d'acteurs sur le Projet ainsi que des attentes à leur égard afin de garantir leur adhésion et leur engagement.

53 Suite à la mise en place des délégations spéciales, le Projet a organisé une rencontre d'information et de sensibilisation sur le Projet au profit des Présidents des délégations spéciales et leurs services techniques le 11 juillet 2022 à Ouagadougou afin d'assurer la continuité de l'exécution des activités du PUDTR sur le terrain.

54 Une mission d'appui à la mise en œuvre du projet a été effectuée par la Banque mondiale du 19 au 28 septembre 2022. Cette mission a permis de faire l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du PUDTR depuis le démarrage qui a été apprécié modérément satisfaisant du fait d'un incident survenu sur le chantier de Bagrèpôle. Des recommandations ont été formulées à l'endroit du projet pour améliorer ses performances. Du reste, les dispositions ont été prises pour la bonne gestion de l'incident et pour un meilleur suivi des activités sur le terrain.

55 Divers outils ont été élaborés pour la collecte de données afin de permettre de renseigner les indicateurs du cadre de résultats du Projet. Il s'agit de fiches de collecte pour (i) le suivi des travaux de réalisation des infrastructures, (ii) le suivi de la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaines, (iii) le suivi de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, (iv) le suivi des bénéficiaires des activités du projet, (v) le suivi des actions de développement du capital humain. Ces outils sont déployés sur la plateforme de suivi des activités des projets de la Banque (GEMS).

S'agissant de l'utilisation de GEMS au sein du PUDTR, les principales activités suivantes ont été menées :

56 la mise à jour de la cartographie des prestataires de services VBC dans la zone d'intervention du projet.

57 L'élaboration de formulaires pour la collecte de données : 06 formulaires ont été élaborés. 03 ont été déployés et ont permis de suivre l'exécution des chantiers dans les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est. Ainsi, des informations sur les caractéristiques des chantiers, leur état d'exécution, le personnel qui y travaille, l'exécution du Plan de Gestion Environnemental (PGE), les plaintes, le respect du code de bonne conduite ont été collectées ainsi que les coordonnées géographiques et les photos des infrastructures. La collecte s'est faite en mars, en juin et en décembre 2022. Deux autres formulaires ont été conçus et déployés pour la collecte des données dans le but de la réalisation d'un album photos des réalisations du PUDTR dans les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est et pour le suivi des travaux d'assainissement de la ville de Fada N'Gourma.

58 Le traitement des données et la cartographie des activités. Pour mieux suivre à distance l'exécution des activités du PUDTR et visualiser leur implémentation sur le terrain, le contenu des activités a été représenté sur des cartes. Une quinzaine de cartes a été réalisée dans le cadre de cette action.

59 L'élaboration des rapports GEMS : deux rapports ont été élaborés et un troisième est en cours d'élaboration. Celui de mars, de juin ainsi que de Décembre 2022. Ils font ressortir le point des activités de plusieurs volets du PUDTR : infrastructures, capital humain, VBG, sauvegardes...

60 La contribution au portefeuille des projets de la Banque Mondiale : les formulaires de la Banque mondiale sont périodiquement remplis et envoyés sur la plateforme « 2021 WBG Burkina Portefeuille des Projets »

61 La participation aux réunions mensuelles de suivi de la Cartographie du portefeuille de projets et de l'utilisation de la méthode GEMS.

Au titre des activités de communication, le PUDTR s'est doté d'une stratégie de communication qui a été validée le 14 octobre par les parties prenantes.

Divers outils de communication ont été également conçus pour améliorer la communication sur le Projet. Il s'agit entre autres de brochure sur le Mécanisme de gestion des plaintes, d'affiches, de kakémonos, de boîtes à idées, de panneaux indicatifs et de plaquettes institutionnelles.

62 Par ailleurs, un partenariat a été signé avec 10 radios locales couvrant les communes d'intervention du projet, pour la réalisation d'émissions radiophoniques sur les objets et les enjeux de travail du PUDTR. Les thèmes retenus sont les suivants : une présentation du PUDTR, une présentation du MGP, une présentation du suivi communautaire et rôle des OSC, le mécanisme de reddition des comptes et dialogue public. A ce jour, les émissions ont été réalisées et sont en cours de diffusion.

63 En partenariat avec Sidwaya, nous avons aussi engagé un processus de reportage écrit sur les réalisations du PUDTR dans les provinces de la Boucle du Mouhoun et de l'Est. Ainsi, 3 articles sur les réalisations dans les provinces de Nouna, Banwa et Tougan ont été produits et seront diffusés en janvier 2023

La mise en œuvre du plan d'action pour la prévention et la réponse aux EAS/HS/VCE/VBG liés au Projet s'est poursuivie en 2022 dans les localités d'intervention.

64 Au titre des mesures générales d'atténuation des risques D'EAS/HS/VCE/VBG, la cartographie des prestataires de services de VBG qui avait été réalisée en avril 2021 a été actualisée en mars 2022 avec un total de 359 organisations géo localisées dans 28 communes

d'intervention et d'influence du projet. Cette actualisation de la cartographie a permis de mettre à jour le protocole de référencement et de gestion des plaintes d'EAS/HS.

De même, en collaboration avec l'ONG OCADES SED de Fada N'gourma, une réévaluation des risques d'EAS/HS/VCE/VBG liés aux sous projets en cours d'exécution a été réalisée dans 14 communes d'intervention. Cela a permis d'opérer une actualisation du plan d'action de prévention et de réponse aux EAS/HS/VCE/VBG.

65 Plusieurs instruments de sauvegardes environnementales et sociales soumis par les consultants et ayant fait l'objet de revue par l'UCP ont pris en compte les questions liées aux EAS/HS lors de leur élaboration. Il s'agit de i) 35 rapports NIES et PAR en rapport avec les infrastructures scolaires et sanitaires, ii) 16 rapports d'EIES et de PAR qui ont été élaborés ou qui sont en cours d'élaboration en relation avec l'aménagement de 202 km et 400 km de pistes rurales dans les régions de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. 12 rapports ont déjà fait l'objet de revue par l'UCP et de iii) 16 rapports de NIES, 9 PAR et ES se rapportant aux infrastructures socioéconomiques. Les clauses sur les EAS/HS ont été intégrées dans 293 DAO et contrats élaborés par l'UCP, les différentes agences et les communes d'intervention du Projet.

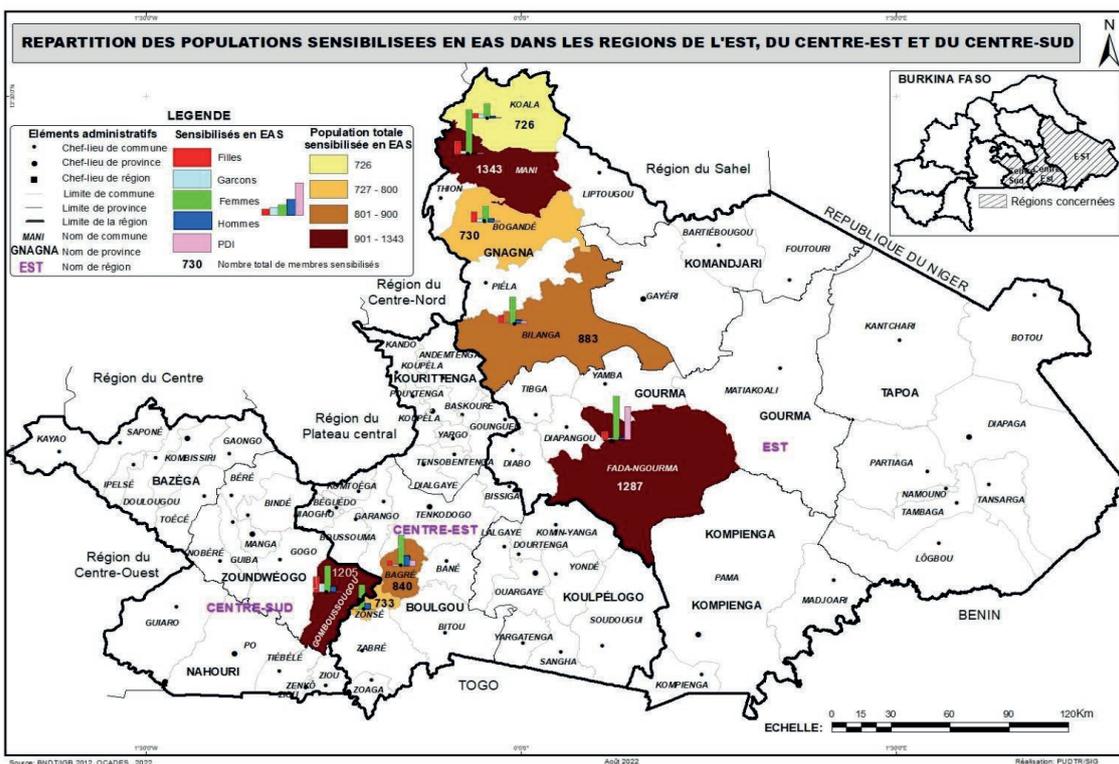
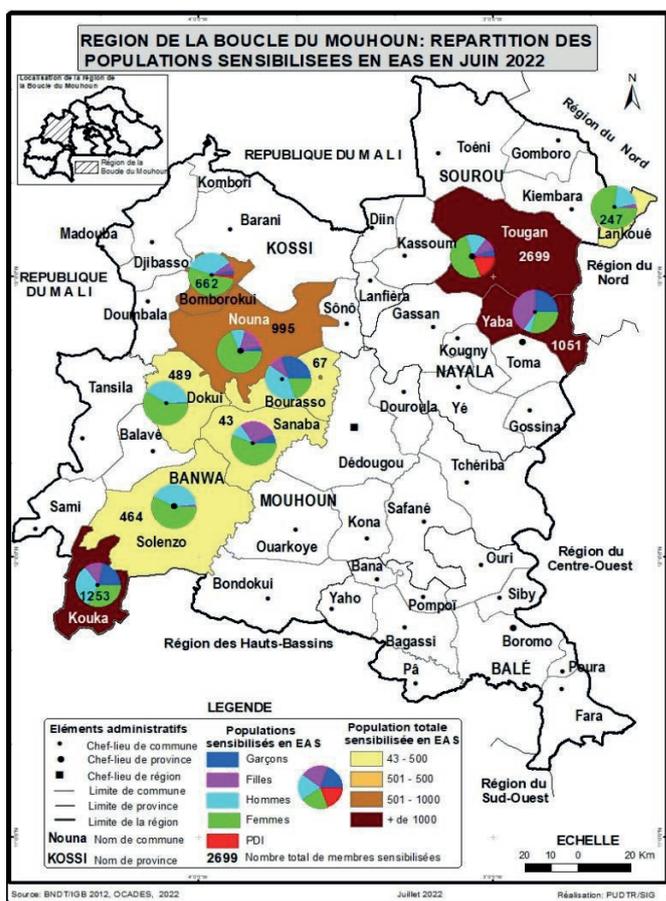
66 Concernant les mesures de sensibilisation/prévention des risques d'EAS/HS/VCE/VBG les progrès réalisés en partenariat avec l'ONG VBG/OCADES depuis la signature de son contrat en octobre 2021 concernent (1) l'organisation de 1 398 rencontres de sensibilisation (dialogues communautaires, focus group, porte à porte) de 28 562 membres des communautés riveraines aux chantiers touchés directement (5 021 filles, 3 046 garçons, 15 467 femmes et 5 028 hommes) dont 3 536 PDIs, (2) sensibilisation de 994 leaders politiques, administratifs, coutumiers, religieux et associatifs (235 Femmes, 759 hommes) et (3) l'organisation de 325 rencontres de sensibilisation/formation de 3 907 travailleurs/employés (3 816 hommes, 91 femmes) des entreprises chargées des travaux sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG, leurs causes et conséquences et les risques spécifiquement liés aux sous projets, les services de réponse disponibles aux survivant(e)s, les standards de conduite du projet et les sanctions prévues en cas de violation, le MGP, les façons de le saisir et ses objectifs, etc.

67 En 2022, au total 2395 travailleurs/employés des entreprises et autres prestataires de services recrutés ainsi que de l'UCP ont signé les codes de bonne conduite. Ils ont tous été sensibilisés sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG liés au projet, les conséquences y relatives, le respect du code de bonne conduite et les sanctions prévues en cas de non-respect, les points d'entrée au MGP et les services fournis, etc.

68 Quant aux mesures portant sur le renforcement des capacités des parties prenantes , 230 personnes dont i) 22 points focaux communaux (06 Femmes 16 Hommes) de OCADES, ii) 108 points focaux féminins/masculins recrutés par OCADES au niveau des secteurs/villages, iii)34 travailleurs sociaux, iv) 38 agents de santé et personnels associatifs, v) 28 animateurs de médias ont été formés sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG liés au projet, le MGP, les mesures de prévention et de réponse aux risques, notamment le MGP y compris la prise en charge

psychosociale, médicale, juridique/judiciaire des survivants- es et sur le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre du PA-VBG. Ces parties prenantes ont contribué sur le terrain à la réalisation des activités de prévention et de réponse aux risques d'EAS/HS.

Les cartes ci-dessus présentent la répartition spatiale des bénéficiaires des sensibilisations/formation en s risques d'EAS/HS.



69 Les animateurs de médias de la région de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre Est qui ont été formés ont contribué à la réalisation de 320 diffusions d'éléments de presse dont des communiqués et spots radio, reportages télé, publications en ligne sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG/ et le MGP, les services disponibles, etc.

70 En outre, 250 exemplaires d'une affiche de sensibilisation sur les EAS/HS et un support de communication comportant des messages sur les EAS/HS/VCE/VBG ont été mis à la disposition des parties prenantes (points focaux de OCADES, personnel de santé, travailleurs sociaux, médias, etc.).

71 En 2022, le Projet a enregistré et géré à travers le MGP mis en place un incident d'abus sexuel sur une mineure de 16 ans dans la commune de Bagré. La survivante a bénéficié d'une prise en charge psychosociale, sanitaire (tests de grossesse, Hépatite, IST/VIH/SIDA), et d'une prise en charge juridique et judiciaire à travers l'ONG OCADES et les autres prestataires de service de VBG cartographiés.

72 Au plan pénal, l'auteur a été jugé et condamné à des peines d'emprisonnement et d'amende pour attentat à la pudeur commise sur une mineure de 16 ans. Au plan disciplinaire, l'employeur a mis fin au contrat de l'auteur des faits.

73 Dans le cadre de la gestion de cet incident, l'UCP, Bagrépole, le Groupement d'entreprises JOC-ER/SOTRACOM SA, la mission de contrôle et OCADES ont régulièrement tenu des rencontres de concertation et de suivi. Des leçons apprises de cet incident de VBG sont les suivantes :

- le fait que la plainte ait été enregistrée conformément aux canaux définis par le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) mis en place par le PUDTR démontre bien que le mécanisme est fonctionnel;
- le temps mis par la survivante et sa famille pour faire enregistrer la plainte auprès de la gendarmerie est de 45 jours. Ce temps élevé implique la nécessité pour les parties prenantes de redoubler d'efforts dans la sensibilisation des populations pour lever certains tabous et pesanteurs socio culturelles qui font que la soumission ou les dénonciations des plaintes de VBG à travers le MGP restent tardives, voire même jamais soumises ou dénoncées ;
- la nécessité de renforcer la synergie d'action entre les parties prenantes (OCADES, Bagrépôle, groupement d'entreprises et Mission de contrôle) en matière de sensibilisation des populations et des ouvriers sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG et pour la gestion d'éventuels cas. C'est pourquoi l'ensemble de ces acteurs ont élaborés un plan d'actions communes pour renforcer les actions sur le terrain et convenu de renforcer la communication entre eux ;

- Il y'a lieu de s'assurer que les messages de sensibilisation sur les risques de VBG et sur le MGP passent bien au sein des populations et des ouvriers et que ceux-ci comprennent bien les messages ;
- OCADES et les autres parties prenantes devraient avoir des outils de communication et des messages adaptés aux enfants et aux jeunes pour que les messages leurs soient accessibles ;
- le recours à une assistance judiciaire par le projet pour la survivante est nécessaire, étant donné que la famille a fait recours à la justice pour la gestion de l'incident.

74 Au regard de cela les différentes parties prenantes ont convenu de mettre en place un plan d'actions avec des mesures correctives qui sont relatives au renforcement de la sensibilisation auprès des populations riveraines aux chantiers, des leaders communautaires, des employés de l'entreprise, la réévaluation des risques d'EAS, la mise à jour du PA_VBG et du MGP, etc. Plusieurs de ces actions ont été déjà réalisées sur le terrain en collaboration avec les parties prenantes (OCADES, Bagrêpôle, entreprise, mission de contrôle). Ces actions se poursuivent et se renforcent au quotidien afin de prévenir ou de minimiser la survenue de nouveaux incidents.

75 En vue de faciliter le travail de coordination et de suivi des activités de l'ONG VBG OCADES et de ses points focaux sur le terrain, il a été mis à leur disposition divers matériels composés d'un véhicule, de 18 motos, d'ordinateurs, d'imprimantes, de photocopieurs, de chaises, d'armoires, de bancs, de fournitures de bureau, du matériel COVID19. Ces acquisitions permettront aux structures bénéficiaires d'améliorer leurs conditions de travail, de mener efficacement sur le terrain les actions de sensibilisation des populations et des travailleurs sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG, de mettre en place et d'animer des espaces sûrs pour l'enregistrement et la gestion des plaintes liées aux activités du projet

76 L'UCP a aussi élaboré en collaboration avec l'ONG VBG des outils de suivi (base de données, canevas de planification et de rapportage, questionnaire sur les VBG pour le suivi GEMS, etc. dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des mesures de prévention et de réponse aux risques d'EAS/HS/VCE/VBG.

77 Des sorties de suivi environnemental et social ont été effectuées par l'UCP aussi bien à Bagrêpôle pour les travaux de bitumage des voies qu'à Fada N'gourma dans le cadre de la réalisation des travaux d'assainissement de cette ville.

78 Enfin, des rencontres de cadrage tenues entre l'UCP et les agences d'exécution, les responsables d'entreprises et les missions de contrôle ont permis de leur rappeler l'importance de sensibiliser leurs employés, de les faire signer les codes de bonne et

surtout de procéder à l'archivage systématique des preuves de la sensibilisation des employés et des codes signés.

II-5 Mise en œuvre de l'audit interne au sein du PUDTR

Elle a concerné pour cette année 2022 à :

79 Réaliser l'audit externe du projet

L'audit externe sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021 du Projet d'Ugence de Développement Territoriale et de Résilience a été réalisé par le Cabinet Panaudit du 16 mai au 08 juin 2022 conformément au contrat n° N°14/00/02/05/80/2021/00109 du 31 décembre 2021.

A la synthèse des différentes opinions exprimées par le Cabinet Panaudit, il ressort que les opérations réalisées sous la période sous revue l'ont été conformément aux dispositions de l'accord de crédit et à l'accord de Don et que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du PUDTR au 31 décembre 2021, conformément au plan comptable SYSCOHADA.

Le rapport a été soumis dans le système client connections le 16 juin 2022 et a été accepté.

80 Réaliser l'audit du projet par l'ASCE-LC

L'autorité supérieur de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) a procédé du 21 mars au 05 avril 2022 conformément au protocole d'accord n°003 du 17 mai 2021 portant prestations des services de vérification ex-post semestrielle des dépenses du Projet d'Ugence de Développement Territorial et de Résilience (PUDTR) à l'audit de la gestion du projet sur la période allant du 1er avril au 30 septembre.

L'objectif général de la mission de l'ASCE-LC est de s'assurer de la conformité des dépenses du Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR).

A l'issu de ses travaux, la mission a noté une gestion efficace de toutes les composantes du projet avec des dépenses d'un montant total de 2 228 678 337 F.CFA pour la période sous revue et toutes admissibles.

Cependant, la mission a noté quelques insuffisances notamment dans la gestion des marchés publics et a formulé deux recommandations que le projet prend en charge.

La mission de vérification ex-post des dépenses du deuxième semestre du projet par l'ASCE-LC a été réalisée du 06 décembre 2022 au 23 décembre 2022.

81 Elaborer la cartographie des risques du projet et des outils d'opérationnalisation du contrôle interne (code de déontologie, charte d'audit interne, plan stratégique de l'audit interne...)

Selon la norme IIA 2010 relative à la planification, le responsable de l'audit interne doit

établir un plan d'audit fondé sur une approche par les risques afin de définir des priorités cohérentes avec les objectifs de l'organisation. Afin de répondre aux exigences de cette norme et conformément à la planification de nos activités 2021, il a été procédé au recrutement d'un cabinet en charge de l'élaboration de la cartographie des risques, du plan de mitigation et du plan d'audit pluriannuels ainsi que de la charte de l'audit interne du PUDTR.

Nous avons pris part activement à cette mission qui a commencée par un atelier de formation à Koudougou du 25 au 30 avril 2022 avec l'ensemble des experts responsables des différents processus du projet. Cet atelier a eu pour objectif de développer les compétences des managers propriétaires des risques et des auditeurs en contrôle interne et en management des risques. Il s'agit spécifiquement de :

- fournir des outils de réflexion permettant de comprendre la vision et les enjeux, les principes et les concepts, les référentiels et les méthodes, les évolutions présentes et futures, les limites, les rôles et responsabilités des différents acteurs du contrôle interne ;
- fournir des outils d'élaboration de la cartographie des risques, de mise en œuvre et de pilotage du dispositif de contrôle interne tels que définis par le COSO 2013 et 2017 : questionnaires, matrices d'identification et d'évaluation des risques, registre des risques, plan de mitigation et d'audit interne ;
- proposer un chronogramme et les modalités pratiques d'élaboration de la cartographie des risques, des plans de mitigation et d'audit interne du PUDTR.

A la suite de cette formation, les travaux d'identification et d'évaluation ont poursuivi avec les différents experts. La conduite de ce processus de concert avec le Cabinet a permis d'identifier et d'évaluer les risques majeurs du PUDTR et de proposer des actions de mitigations de ces risques.

Au total, 36 risques ont été analysés et évalués, ce qui a permis de présenter une hiérarchisation par criticité dont 20 risques majeurs, les actions de mitigation associées, le plan d'audit pluri annuel ainsi que la charte d'audit interne.

La version définitive de la cartographie des risques a été soumise à la Banque mondiale le 17 septembre 2022 pour validation. La Banque a validé le rapport le 17 octobre 2022 et a souhaité son approbation par les organes de gouvernance du projet.

82 *Elaborer le manuel d'audit interne du projet*

La version provisoire du manuel d'audit a été transmise par le Cabinet HOUNGUES PARTENERS le 03 octobre 2022. A cet effet, il a été organisé un atelier de validation de cette version à Koudougou du 30 novembre au 01 décembre 2022.

A l'issu de cet atelier les amendements proposés par les participants ont été transmis le 15 décembre 2022 au consultant pour pris en compte dans l'élaboration de la version final du manuel.

II-6 Mise en œuvre du plan de gestion de la sécurité et analyse de l'impact sécuritaire sur l'exécution du PTBA 2022

83 Le Plan de Gestion de la Sécurité (PGS) du projet a donné des consignes sécuritaires ou mesures de mitigation correspondant aux niveaux de sécurité (faible, modéré, élevé, sévère...) des zones d'intervention du projet. Ainsi, les dernières évolutions de la situation sécuritaire dans la région de la Boucle du Mouhoun comme dans celle de l'Est, au cours de l'année 2022, ont fortement impacté la majorité des anciennes communes d'intervention du projet les faisant passer d'un niveau de risque modéré ou élevé à un niveau de risque sévère. Il s'agit des communes de Solenzo, Kouka, Dokui, Lankoué, Yaba et Bilanga fortement influencées par les mouvements de Groupes Armés Terroristes (GAT) les rendant inaccessibles pour la conduite des activités du projet. Ainsi, des incidents sécuritaires impliquant des ouvriers sur des chantiers ont été enregistrés dans les communes de Lankoué, Solenzo et Dokuy où des menaces, des extorsions et/ou des destructions de matériel et de biens ont été perpétrés.

Courant le dernier trimestre de l'année 2022, des incursions des GAT ont été constatées dans certaines localités des communes de Dédougou (Karo), Toma et Fara (Nasma et Nasséné) dans la Boucle du Mouhoun. Dans la région de l'Est, la situation sécuritaire dans la commune de Yamba s'est vite dégradée et n'a pas permis un début des travaux.

Cependant, une grande opération de reconquête de la province des Banwa ainsi que des communes de Ouargaye et Bondokuy, lancée par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en début décembre, a permis d'enregistrer des premiers résultats assez satisfaisants. En effet, elle a permis aux FDS de s'installer dans la ville de Solenzo et de reconquérir également les communes de Sanaba, Kouka, Sami, Tansila, Bondokuy et Ouarkoye. La poursuite de ces opérations offensives de lutte contre la progression des GAT dans les provinces des Balés, Nayala et Sourou pourra garantir de conditions sécuritaires beaucoup plus favorables au déroulement des activités du projet.

Quant aux nouvelles communes d'intervention du projet dans la région de l'Est (Diapangou, Tibga et Diabo) à l'exception de Yamba, elles présentent un niveau de sécurité favorable à la conduite des activités du projet à la date d'élaboration du présent rapport.



Séance de formation des OSC de la région de l'Est sur le suivi communautaire



Atelier d'appropriation de la stratégie de mise en œuvre du PUDTR par les PDS (15 juillet à Ouaga)



Séance de sensibilisation des populations sur les VGB au secteur 3 de Bilanga



Focus groupe lors de la cartographie des EAS/VBG à Bogandé



Réalisation d'une émission radiophonique en Gourmantché sur les risques d'EAS/HS/VCE/VBG à Bogandé



Séance de sensibilisation des ouvriers des entreprises sur les VBG

III- BILAN FINANCIER DU PROJET SUR LA PERIODE

III-1 Situation consolidée des décaissements auprès des bailleurs

84 La mise en vigueur du projet est intervenue le 31 mars 2021. Les données financières consignées dans le tableau ci-dessous concernent l'exécution du projet au cours de l'année 2022.

Tableau n°6 : Situation des décaissements au 31 décembre 2022 (milliers F.CFA)

Bailleurs	Montant de la convention	Cumul des décaissements depuis le début du projet	Taux global de décaissement depuis le début du projet (cumul décaissé/montant prévu dans la convention)	Cumul des dépenses depuis le début du projet	Taux d'exécution financière globale depuis le début du projet (Cumul des dépenses/montant de la convention)	Taux global d'absorption (Cumul des dépenses/cumul décaissements)
Etat	1 925 000	1 304 791	67.7%	1 055 035	55%	80.9%
IDA (Subvention)	96 250 000	45 534 237	47.3%	45 303 613	47%	99.5%
IDA (prêt)	96 250 000	6 381 121	6.6%	6 219 454	6.5%	97.5%
Total	194 425 000	53 147 562	27.3%	52 578 102	27.0%	98.8%

Au cours du quatrième trimestre 2022, le projet a réalisé auprès de la Banque Mondiale et de l'Etat un décaissement de 53 147 562 000 FCFA à travers à la soumission des DRF et des DPD et des plans de déblocage.

Le taux global de décaissement de 27,3% à deux ans de mise en œuvre traduit les efforts dans la mise en œuvre des activités du projet et la mobilisation des fonds malgré deux (2) suspensions des décaissements suite à la situation socio-politique du pays. A cela il faut ajouter la situation sécuritaire qui a bloqué ou ralenti les activités programmées dans certaines localités.

Globalement, les dépenses faites au cours de l'année 2022 sont évaluées à 52 578 102 000 F.CFA. Ce montant représente 27% du financement global du PUDTR. Le niveau d'absorption est estimé à 98,8% des montants décaissés.

III-2 Situation d'exécution financière de la période par source de financement

85 Au 31 décembre 2022, le bilan de l'exécution financière du projet présente les situations ci-après :

Tableau n°7 : Situation d'exécution financière au 31 décembre 2022 (milliers F.CFA)

Bailleurs	Montant de la convention	Cumul des dépenses exécutées au 31/12/année N-1	Taux d'exécution financière globale au 31/12/année N-1 (Cumul des dépenses exécutées/montant du projet)	Montant du PTA de l'année N	Dépenses réalisées au cours de la période de l'année N	Taux d'exécution financière de la période de l'année N (montant décaissé/prévision PTA année N)	Observations
		1					
Etat	1 925 000	745 618	39%	486 586	309 417	63.5%	
IDA (Subvention)	96 250 000	3 258 614	3%	75 649 358	42 044 999	55.5%	
IDA (prêt)	96 250 000	4 220 000	4%	5 556 760	1 999 454	36%	
Total	194 425 000	8 224 232	4%	80 719 532	44 353 870	55%	

Le taux d'exécution financière du projet au 31 décembre 2022 est de 55%. La suspension des décaissements au quatrième trimestre a limité les capacités d'exécution et de paiement. Les factures en instance de paiement sont estimées à 857 194 840 F.CFA.

Tableau n°8 : Situation d'exécution par nature au 31 décembre 2022 (milliers F.CFA)

Nature	Montant programmé du PTA année N	Dépense période de l'année N	Taux
Personnel	450 000	360 150	80%
Fonctionnement	3 240 250	1 828 394	56.4%
Investissements	77 029 282	42 165 326	54.7%
Total	80 719 532	44 353 870	55%

L'exécution budgétaire globale de PTBA 2022 se situe à 55% des prévisions. Deux facteurs principaux ont joué négativement sur la mise en œuvre des activités et par conséquent l'exécution du budget. Il s'agit de la situation sécuritaire qui s'est dégradée dans les communes d'intervention du projet et les deux mesures de suspensions de décaissement intervenues en janvier et octobre 2022.

IV- BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La situation de la mise en œuvre des activités de la passation des Marchés de l'exercice 2022 du PUDTR est présentée en quatre grands points ainsi qu'il suit :

IV-1 Action opérationnelle dans la mise en œuvre de la Passation des Marchés du PUDTR

Dans le cadre de la mise en œuvre de la passation des marchés du PUDTR de l'exercice 2022, cinq (05) activités opérationnelles, notamment des ateliers ont été déroulés ainsi qu'il suit :

86 Atelier d'élaboration et de finalisation des 08 DAO relatifs aux travaux des nouvelles infrastructures du Projet d'Urgence de Développement Territorial et de Résilience (PUDTR).

La séance de travail s'est tenue du lundi 07 février au samedi 12 février 2022 à Koudougou, dont l'objectif global était de permettre aux participants de se focaliser sur l'élaboration et la finalisation diligente des DAO dans le cadre des travaux des nouvelles infrastructures.

L'atelier s'est bien déroulé et a permis de regrouper et stabiliser les acteurs chargés de l'élaboration, de la finalisation et de la validation des DAO.

87 Atelier d'évaluation des offres relatives aux DAO des nouvelles infrastructures dans le cadre de la mise en œuvre du PUDTR

Cet atelier s'est tenu du mercredi 20 Avril au mercredi 04 mai 2022 à Ziniaré, avec pour objectif global la création d'un environnement propice pour l'évaluation diligente et efficace des offres reçues dans le cadre des dossiers lancés ci-dessous énumérés.

Cet atelier a permis d'évaluer l'ensemble des dossiers lancés et à élaborer les différents rapports d'évaluation.

88 Atelier de concertation avec les Commissions d'Attributions des Marchés des 10 nouvelles Communes de la zone d'intervention du PUDTR

Cette séance de concertation s'est tenue du mardi 12 au mercredi 13 juillet 2022 à Ouagadougou. L'objectif global de cette concertation était de permettre aux acteurs locaux de s'approprier des pièces et documents pour une bonne passation de ces marchés des infrastructures de normalisation de manière à exécuter diligemment la passation des marchés qui relève d'eux.

Cet atelier a permis d'atteindre les résultats suivants :

- l'élaboration d'un dossier type de demande cotation de petits travaux,

- la présentation des principaux acteurs et leur responsabilité ;
- la présentation des étapes essentielles de l'évaluation des offres à l'approbation du contrat de petits travaux, les principaux acteurs et leur responsabilité et ;
- la définition une feuille de route claire et précise par commune pour la mise en œuvre de ces infrastructures.

89 Atelier de finalisation des dossiers d'appel à concurrence des 10 nouvelles Communes de la zone d'intervention du PUDTR

L'atelier s'est tenu du mardi 26 au vendredi 29 juillet 2022 à Ziniaré avec pour objectif global la finalisation des 58 dossiers d'appels à concurrence des communes dans le cadre de la réalisation des infrastructures de normalisation. A l'issue de l'atelier, les acteurs ont pu faire le point des dossiers reçus de chaque commune et de vérifier l'exhaustivité du contenu de chaque dossier, ainsi que de corriger l'ensemble des dossiers conformément aux descriptions techniques et en fonction des données inscrites sur STEP.

Dans l'ensemble, les activités opérationnelles dans la mise en œuvre des activités du PUDTR se sont bien déroulées avec l'implication et la participation effective des différents acteurs.

90 Atelier d'évaluation des offres relatives aux demandes de cotation des infrastructures de normalisation dans les nouvelles communes de mise en œuvre du PUDTR

L'atelier s'est tenu du mercredi 21 septembre au jeudi 29 septembre 2022 à Koudougou avec pour objectif global l'évaluation diligente et efficace des offres reçues dans le cadre des dossiers lancés dans les neuf (09) nouvelles communes de mise en œuvre du PUDTR. A l'issue de l'atelier, les acteurs ont pu faire l'évaluation des offres, élaborer les rapports et proposer des projets de contrat.

Dans l'ensemble, les activités opérationnelles dans la mise en œuvre des activités du PUDTR se sont bien déroulées avec l'implication et la participation effective des différents acteurs.

IV-2 Action de programmation, de mise en œuvre et de suivi de la Passation des Marchés

Les actions de programmation sont constituées de la planification des marchés au niveau de STEP. Après la planification, chaque activité est déroulée selon les niveaux de passation des marchés établis au Projet. Ainsi de la programmation à la mise en œuvre de la passation des marchés la situation se présente comme suit :

91 En termes de programmation, 140 lignes ont été inscrites et validées dans le plan de

passation des marchés (PPM) 2022 pour un montant total de 146 963 442 dollars et regroupées comme suit :

29 activités de fournitures et services de non consultants ont été inscrites pour un montant total de 51 858 780 dollars USD ;

77 activités de travaux ont été inscrites pour un montant total de 82 466 622 dollars USD ;

34 activités de services de consultant (dont 29 Cabinets de consultants et 05 Consultants individuels) ont été inscrites pour un montant total de 12 638 040 dollars USD.

Les actions mises en œuvre à la date du 31 décembre 2022 : 293 marchés ont été approuvés (signés) pour un montant total de 87 851 984 dollars soit :

38 marchés de fournitures ont été approuvés pour un montant total de 6 269 770 dollars USD ;

163 marchés de travaux ont été approuvés pour un montant total de 70 158 267 dollars USD ;

92 marchés de services de consultant ont été approuvés pour un montant total de 11 031 469 dollars USD.

92 A la date du 31 décembre 2022, la situation des marchés approuvés en exécution se présente comme suit :

Situation par nature de marchés :

33 marchés ont été exécutés et réceptionnés pour un montant total de 3 265 393 dollars USD et sont repartis comme suit :

26 marchés de fournitures pour un montant total de 2 336 563 dollars USD ;

4 marchés de services de consultant pour un montant total de 143 182 dollars USD ;

3 marchés de travaux pour un montant total de 785 648 dollars USD.

3 marchés résiliés pour un montant total de 538 968 dollars USD.

258 marchés sont en cours d'exécution dont :

12 marchés de fournitures pour un montant total de 3 933 206 dollars USD ;

157 marchés de travaux pour un montant total de 68 848 905 dollars USD ;

89 marchés de services de consultant pour un montant total de 10 888 287 dollars USD.

Situation par niveau de passation des marchés :

293 marchés ont été approuvés (signés) par l'UCP, les différentes agences et les communes d'intervention du PUDTR pour un montant total de 87 851 984 dollars repartis comme suit :

151 marchés ont été signés au niveau de l'UCP pour un montant total de 30 141 904 dollars USD ;

10 marchés ont été signés au niveau de l'AGETIB pour un montant total de 30 496 657

904 dollars USD ;

14 marchés ont été signés au niveau de la SONATER pour un montant total de 7 183 296 dollars USD ;

8 marchés ont été signés au niveau de l'AGETEER pour un montant total 1 202 516 dollars USD ;

79 marchés ont été signés au niveau des communes de la région de la Boucle de Mouhoun pour un montant total de 13 578 859 dollars USD,

31 marchés ont été signés au niveau des communes de la région de l'Est pour un montant total de 5 248 751 dollars USD.

Ces résultats atteints sont le fruit des allègements dont bénéficie le projet tant au niveau de la passation qu'au niveau de l'exécution

Coté exécution des marchés

la réduction des délais des ANO de la Banque mondiale (pour les dossiers de revue à priori) ;

le rehaussement des seuils de passation des marchés par l'utilisation de la méthode de consultation restreinte conduite par la CAM de l'UCP ou les communes cibles du projet ;

la diversification des niveaux de passation des marchés du PUDTR ;

l'allègement de la commission d'attribution ou d'évaluation des marchés (à 3 au lieu de 6 par moment).

Coté exécution des marchés :

la délégation d'approbation des marchés au niveau du projet et des régions à des seuils importants ;

l'allègement de la commission de réception des marchés (à 3 au lieu de 6 par moment) ;

la possibilité d'application d'un taux de 40% pour les avances de démarrages, entièrement couvert par les cautions de garanties au même montant.

IV-3 Situation des gros contrats du PUDTR

93 Au cours de l'exécution des marchés du PUDTR en cette année 2022, neuf (09) gros marchés ont été identifiés pour un meilleur suivi de leur mise en œuvre. A la date du 31 décembre 2022, la situation de ces marchés se présente comme suivant :

N°	Marché	Montant en US \$	Progrès réalisés au 31 décembre 2022	Commentaire
1	Travaux de Bitumage de routes dans le pôle de croissance de Bagrépôle	27,200,000	Travaux en exécution (55%)	Un grand retard est à noter dans la mise en œuvre de cette activité (Bagrépôle).
2	Travaux de réalisation de 30 km de canaux d'assainissement des eaux pluviales dans la ville de Fada N'Gourma	12,400,000	Travaux en exécution	Sans objet
3	Travaux d'aménagement d'environ 200 km de pistes rurales	18,180,000	Travaux en instance de démarrage après validation des instruments de sauvegarde ES et situation sécuritaires favorables	Démarrage des travaux sous condition de la validation des rapports de sauvegardes
4	Travaux d'aménagement de périmètres maraichers	4,500,000	Travaux en exécution	Sans objet
5	Travaux d'aménagement de Bas-fonds	3,500,000	Travaux en instance de démarrage après validation des instruments de sauvegarde ES et situation sécuritaires favorables	Sans objet
6	BF-PUDTR-249448-CW-RFB / Travaux de fourniture, d'installation d'équipements et de mise en services des lampadaires solaires photovoltaïques dans la région de l'Est et de boucle du Mouhoun	4 522 500	Travaux en exécution	Sans Objet
7	BF-PUDTR-266533-CW-RFB/ Travaux de construction de 5 CSPS et 04 CEG y compris éclairage solaire dans la commune de Tougan	4 100 000	Travaux en instance de démarrage après validation des instruments de sauvegarde ES et situation sécuritaires favorables	Sans Objet
8	BF-PUDTR-236199-CS-QCBS / Etudes techniques et suivi-contrôle des travaux d'aménagement de 400 km	3 600 000	Etude validée et finalisation des DAO pour lancement de la concurrence pour la	Sans objet
	pistes dans le cadre de la mise en œuvre du PUDTR		sélection des entreprises	
9	BF-PUDTR-266344-CW-RFB/ Travaux de construction de 4 CSPS et 04 CEG y compris éclairage solaire dans la commune de Solenzo	3 600 000	Travaux en instance de démarrage après validation des instruments de sauvegarde ES et situation sécuritaires favorables	Sans Objet

V- DIFFICULTES RENCONTREES ET MESURES CORRECTIVES

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités au cours de la période sont déclinées comme suit :

DIFFICULTES RENCONTREES	MESURES CORRECTIVES
La situation sécuritaire	-Mettre en œuvre le plan de gestion de la sécurité du Projet ; -Poursuivre les sensibilisations des prestataires sur les consignes sécuritaires ; -Suivre les consignes de sécurité.
La remise en cause du manuel de procédures de passation des marchés (la réticence de certains principaux acteurs de la chaîne de passation des marchés à l'application des arrangements obtenus dans le cadre de l'exécution de ce projet, ce qui pourrait avoir pour conséquence le long délai de traitement des dossiers, etc.)	Poursuivre les concertations et la sensibilisation des acteurs de la chaîne de passation des marchés
L'inadéquation de certaines procédures en matière SE&S de la Banque mondiale à la nature d'urgence du projet	Poursuite des concertations avec l'équipe sauvegarde de la Banque pour plus de flexibilité en vue de faciliter la mise en œuvre des sous-projets
Le nombre élevé d'instruments de Sauvegardes (EIES/NIES/PAR) à réaliser au vu du caractère urgent du PUDTR cela pourrait constituer un goulot d'étranglement	Poursuite des concertations avec l'équipe sauvegarde de la Banque pour plus de flexibilité en vue de réduire considérablement le nombre d'études à préparer au niveau d'un tel projet (urgence imminente)
L'indisponibilité/inaccessibilité de certains sites de réalisation des infrastructures, notamment la mobilisation des terres	Sensibiliser les bénéficiaires sur les procédures de mobilisation et cession de terres

CONCLUSION

L'année 2022 a connu la réalisation effective d'un certain nombre d'infrastructures sur le terrain. Des acquisitions ont été réalisées pour, d'une part, rendre fonctionnelles ces infrastructures et d'autre part, permettre une prise en charge adéquate des bénéficiaires par l'amélioration de la qualité de l'offre de service. Un taux d'exécution physique global de 54,86% et un taux d'exécution financière de 55% ont été enregistrés en 2022. Ces performances peuvent s'expliquer par deux principaux éléments que sont la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone d'intervention du projet et les multiples crises socio-politiques ayant entraîné la suspension des décaissements de la Banque mondiale en février et octobre 2022.

ANNEXE

Annexe 1 : Cadre de suivi des résultats au 31 décembre 2022

L'AOP proposée vise à améliorer l'accès des communautés participantes (y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays) aux infrastructures essentielles et aux services sociaux essentiels dans certaines régions.

Nom de l'indicateur	Cible / Objectif final (2025)	Cible 2022	Réalisation au 31 décembre 2022 (A)	Cible 2023 (B)	Objectif du PTBA 2023 (C)	Analyse des écarts cible 2023 – niveau de l'indicateur en fin 2023 (D)= (A+C)-(B) ¹
Indicateurs des objectifs de développement des projets						
Accès aux infrastructures critiques						
Nombre de bénéficiaires ayant accès aux infrastructures de communication (routes en toutes saisons et signal mobile à large bande) (Nombre)	300 000	100 000	-00	150 000	600 000	450 000
Nombre de femmes bénéficiaires ayant amélioré leurs revenus grâce au projet (Nombre)	150 000	40 000	27 551	75 000	47 749	300
dont 30% sont des PDI (Nombre)	45 000	12 000	1 373	21 000	14 325	-5 302
Accès aux services sociaux essentiels						
Nombre de bénéficiaires qui ont reçu des services sociaux essentiels améliorés grâce au projet (Nombre)	350 000	150 000	162 873	200 000	476 088	438 961
dont 50 % sont des femmes (Nombre)	175 000	75 000	80 872	100 000	238 044	218 916
dont 30% sont des PDI (Nombre)	105 000	45 000	66 771	60 000	142 826	149 597
Participation des communautés sélectionnées (y compris les PDI)						
Taux de satisfaction exprimé par les bénéficiaires pour les investissements dans les projets sur la base des réponses aux enquêtes de satisfaction annuelles itératives (Pourcentage)	90	75	0	80	80	-00
Inclusion de tous les groupes de la communauté						
Communes intégrant le retour d'information des consultations des bénéficiaires (y compris les personnes déplacées et les femmes) dans les principaux documents stratégiques (budgets et plan de développement) (Pourcentage)	100	100	0	100	100	0
Bénéficiaires de l'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence pendant la période de soudure (Nombre)	800 000	400 000	491 305	ND	550 000	1 041 305
dont 50% de femmes (Nombre)		200 000	265 346	ND	275 000	540 346
dont 30% sont des personnes déplacées (Nombre)		120 000	425 504	ND	165 000	590 504
Indicateurs de résultats intermédiaires par composante						
Améliorer l'offre de services sociaux de base						
Nombre d'infrastructures sociales nouvellement construites ou réhabilitées (éducation et santé) (Nombre)	105	50	150	90	381	441
Système simplifié d'approvisionnement en eau potable et forages communautaires pour l'eau potable équipés de l'énergie solaire (Nombre)	160	55	45	135	107	17
Centre de réponse aux SCBV soutenu pour fournir des soins intégrés dans les communes bénéficiaires (Pourcentage)	100	80	29	90	95	34
personnes ayant bénéficié de services essentiels de santé et de nutrition (Nombre)	200 000	25 000	126 288	50 000	100 000	176 288
dont nombre de femmes/filles	100 000	ND	66 670	ND	50 000	116 670
dont nombre d'enfants ayant reçus des services nutritionnels	25 000	ND	56 830	ND	25 000	81 830
dont nombre d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	5 000	ND	ND	ND	ND	
Élèves bénéficiant d'un apprentissage direct amélioré (Nombre)	100 000	25 000	84 000	50 000	60 000	94 000
dont nombre de femmes/filles	33 000	ND	50 400	ND ²	30 000	80 400
Écoles et centres de santé dotés d'un personnel et d'équipements adéquats (Pourcentage)	95	80	53	85	86	54
Améliorer la connectivité physique et virtuelle et la résilience urbaine						
Routes rurales ou interurbaines réhabilitées ou améliorées en routes toutes saisons résistantes au climat (Kilomètres)	1 100	250	0	550	986	436
Construction ou curage d'un canal d'évacuation des eaux pluviales dans les zones inondables des communes urbaines bénéficiaires (en kilomètres)	100	25	0	50	60	10
Bénéficiaire employé par des travaux à forte intensité de main-d'œuvre (Nombre)	100 000	50 000	168	75 000	7 500	-67 332
Commune bénéficiaire disposant d'au moins un centre numérique (Pourcentage)	100	80	0	80	8	-72
Relance économique et autonomisation au niveau communautaire						
Nombre d'infrastructures économiques construites ou réhabilitées par le projet (Nombre)	520	100	125	300	243	68
Bénéficiaires de revenus accrus grâce à des activités génératrices de revenus (Nombre)	200 000	50 000	0	80 000	25 548	-54 452
dont nombre de femme	120 000	30 000	0	50 000	12 774	-37 226
Bénéficiaire participant à des formations aux compétences de la vie courante ou aux moyens de subsistance (Nombre)	7 000	2 000	0	4 000	6 178	2 178
dont jeunes femmes (Nombre)	4 000	1 000	0	2 000	3 089	1 089
Agriculteurs atteints avec des actifs ou des services agricoles (Nombre)	100 000	ND	79 419	44 000	50 000	85 419
dont nombre de femmes	50 000	ND	ND	ND	15 000	15 000
Engagement citoyen et gestion du projet						
Communes disposant d'un budget et d'un comité de gestion dédiés aux infrastructures financées par le projet (Pourcentage)	100	70	0	80	80	0
Nombre de communes bénéficiaires disposant d'un mécanisme fonctionnel de recours et de gestion des conflits (Nombre)	15	15	15	10	10	0
Revenu annuel des communes bénéficiaires (pourcentage)	15	3	0	5	5	0
Griefs reçus et traités par le biais du système GRM du projet (Pourcentage)	100	85	100	90	90	100

¹ Les cibles du cadre de résultats étant cumulatives, cette colonne présente le niveau de l'indicateur en fin d'année 2023. Il s'agit de l'écart entre le niveau de réalisation de l'indicateur (somme du niveau de réalisation en décembre 2021 et du niveau projeté à travers la mise en œuvre du PTBA 2023) et la cible 2023 du Projet.



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

PUDTR
*Projet d'Urgence de Développement
Territorial et de Résilience*

**RAPPORT ANNUEL
D'ACTIVITES 2022**

PERIODE :
1^{er} JANVIER AU
31 DECEMBRE 2022

ADOPTÉ PAR LE COMITÉ DE
REVUE EN SA DEUXIÈME
SESSION ORDINAIRE
DU 28 DÉCEMBRE 2022